

## PRENUMERATA

w Paryżu inaprowincji:  
 KWARTALNIE..... 12 fr.  
 PÓLROCZNIE..... 24 fr.  
 ROCZNIE..... 46 fr.  
 NUMER ŚRODOWY... 40 c.  
 NUMER SOBOTNI... 75 c.

## Zagranicą :

ROCZNIE..... 50 fr.

## TELEFON :

TRUDAINE 61.42

# POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku)  
 i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)  
 et chaque samedi (en français et en polonais)

## ABONNEMENTS

Paris et Départements :  
 TROIS MOIS..... 12 fr.  
 SIX MOIS..... 24 fr.  
 UN AN..... 46 fr.  
 NUM. DE MERCREDI 40 c.  
 NUM. DE SAMEDI... 75 c.

## Etranger :

UN AN..... 50 fr.

## TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3<sup>bis</sup>, rue La Bruyère, 3<sup>bis</sup> — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

## LA QUESTION DE HAUTE-SILÉSIE

### L'Ajournement de la décision définitive.

Le *Gott strafe England*, qui s'étalait pendant la guerre sur les murs des villes et des villages d'Allemagne, doit être maintenant relégué au fond des officines berlinoises, depuis que M. Lloyd George considère la Pologne comme un élément de trouble et de discorde et le *Reich* comme l'Etat le plus pacifique du monde... après l'Angleterre.

Le Premier Anglais a agi au dernier Conseil suprême avec une désinvolture qui a révolté les amis de la paix et de la justice. En défendant le point de vue allemand au sujet de la Haute-Silésie, en se faisant le complice de la bande de requins de la haute-banque cosmopolite, M. Lloyd George a jeté un défi à la population autochtone de la province haute-siléusienne et prouvé que la consolidation de la paix était la dernière de ses préoccupations. Il a de ce fait encouru une terrible responsabilité devant l'histoire.

La diplomatie anglaise prétend prévenir le retour de l'effroyable cataclysme qui a ensanglanté le monde pendant cinq ans en flattant l'impérialisme prussien et en mortifiant le patriotisme polonais. Au prix des marchandages les plus éhontés, la Grande-Bretagne poursuit depuis deux ans une politique qui consiste à empêcher un relèvement trop rapide de la France, à paralyser l'essor économique de la Pologne, à favoriser l'activité commerciale et industrielle de l'Allemagne, à attiser la haine entre les nations, afin de continuer à présider aux destinées du monde. C'est d'ailleurs la politique traditionnelle du Royaume-Uni de toujours abaisser la puissance jugée la plus forte sur le continent.

M. Lloyd George avait quitté Londres avec l'idée bien arrêtée de frustrer la Pologne de ses droits les plus sacrés. Il écarta du débat les délégués belges ; certain de l'adhésion de l'Italie à la thèse britannique, il chapitra les représentants du Japon et les gagna rapidement à son point de vue. La partie diplomatique s'engageait donc à trois contre un et sans conciliation possible entre les deux projets en présence. Malgré les si remarquables efforts accomplis par les experts français, MM. Fromageot et Laroche, en vue d'aboutir à une transaction acceptable, la diplomatie anglaise, obéissant à son impulsion première, s'entêta dans son obstination. Les délégués français, écoutant uniquement la voix de la justice et de la loyauté, refusèrent d'acquiescer à l'attribution à l'Allemagne de la totalité du triangle industriel de Beuthen-Gleiwitz-Kattowitz.

Espérant que la France se rallierait au projet de mutilation de la Pologne, l'Angleterre consentit qu'on attribuât à celle-ci, comme ultime concession, les flots de Bielschowitz, de Kochowitz, de Myslowitz, de Scharley-Birkenhau et de Radziankau, situés à la périphérie sud-est et nord-est du bassin industriel et comme formant des blocs indivisibles (?). En adoptant cette proposition, les Alliés auraient laissé à l'Allemagne le triangle industriel proprement dit avec des blocs à majorité polonaise absolue comme ceux de Ruda et de Lipine et l'important district de Zabrze, où la Pologne n'a eu qu'une très faible minorité (39.000 voix contre 42.000).

Au point de vue économique, la proposition anglaise aurait produit des résultats particulièrement injustes. Si l'on additionne en effet la production houillère de tous les blocs à majorité polonaise (non compris la production des cercles de Pless et de Rybnik), on trouve pour l'année 1920-1921 un rendement total de 14.856.000 tonnes. Or la proposition anglaise n'attribuait aux Polonais que des mines produisant en tout 5.897.000 tonnes. De même, si l'on additionne la production des hauts fourneaux et des aciéries contenus dans les blocs à majorité polonaise, on constate que ces établissements ont donné en 1920-21 près de 400.000 tonnes de fonte sur 626.000 environ fournies par l'ensemble du bassin et plus de 700.000 tonnes d'acier sur 1.150.000 représentant la production totale. Or la proposition anglaise n'attribuait à la Pologne ni un haut fourneau ni une aciérie.

Enfin, en ce qui concerne les chemins de fer, la Pologne était placée par la suggestion britannique dans une situation grave. Les deux seules lignes transversales nord-sud traversant le bassin industriel de Haute-Silésie, celle de Gleiwitz et celle de Beuthen-Kattowitz étaient l'une et l'autre remises à l'Allemagne. Il en résultait que la Pologne, pour exploiter les mines que l'on consentait à lui accorder et pour relier entre elles les deux zones entre lesquelles ces mines se répartissaient (une zone au nord du bassin industriel et une zone au sud), devait nécessairement avoir recours aux chemins de fer allemands. De cette façon, la Silésie polonaise et ses charbonnages se trouvaient placés sous le contrôle de l'Allemagne qui en aurait certainement profité pour étendre son emprise économique sur une grande partie des industries polonaises.

La France a sagement refusé d'accepter le honteux marchandage britannique qui équivalait au renforcement de la puissance du *Reich*. A l'Europe qui attendait une solution définitive du problème haut-siléusien, à la Pologne qui espérait la reconnaissance de ses droits ethnographiques, politiques et économiques sur l'ensemble des districts et des communes de la rive droite de l'Oder, le Conseil suprême a répondu par un ajournement qui prolongera l'état d'incertitude et de malaise. Devant l'impossibilité de régler la question de Haute-Silésie dans un esprit de justice et d'équité, le Conseil suprême a en effet décidé, à l'unanimité de ses membres, de remettre le dossier au Conseil de la *Société des Nations*. Mais après Dantzig, après Vilna, il est difficile d'avoir confiance dans l'impartialité de cette Ligue. Ce nouveau coup porté au développement de la politique économique de la Pologne ne saurait du moins empêcher la diplomatie française de continuer à soutenir avec force, avec énergie et avec persévérance les intérêts de la nation polonaise qui se confondent avec ceux de la paix internationale.

MAURICE TOUSSAINT.

### LE NOUVEAU RÉGIME DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN POLOGNE

La réglementation stricte de la vie économique dont la Pologne se dota à l'instar d'autres pays occidentaux qui l'appliquèrent auparavant sous le coup des nécessités de la guerre, vient d'être abolie, tout au moins en partie, par les lois récentes promulguées par le gouvernement polonais.

Les mesures du gouvernement polonais, tendant à la suppression de la législation réglementant la production, le commerce et la consommation de la Pologne, introduite à l'occasion de la guerre de deux ans et demi avec la Russie soviétique, visent, en premier lieu, l'abolition des restrictions apportées aux échanges à l'intérieur du pays et, en second lieu, la suppression des entraves imposées au commerce extérieur polonais.

Etant obligé de comprimer les dépenses budgétaires, le gouvernement polonais a décidé de supprimer le ministère du ravitaillement tout en introduisant la liberté du commerce des céréales à l'intérieur du pays. En même temps, on se propose d'abolir l'Office des Charbons à partir du 1<sup>er</sup> octobre ; en somme, on cherche à remplacer l'étatisme en matière économique par le principe de la liberté commerciale.

Tout en appliquant ces mesures de libéralisme économique à l'intérieur du pays, on a fait un pas formidable vers la simplification des relations commerciales extérieures.

Comme on le sait, jusqu'à présent, les relations commerciales avec la Pologne étaient subordonnées à la délivrance préalable des licences d'importation et d'exportation. A l'exclusion de certaines marchandises, dont les listes ont été promulguées, toute importation ou exportation de ou en Pologne était soumise au régime des permis spéciaux, délivrés par l'Office des Importations et des Exportations.

D'autre part, des prescriptions assez compliquées, qui impliquaient le paiement de droits de sortie pour toutes marchandises exportées de la Pologne et un versement en change étranger égal à la valeur des marchandises achetées en Pologne, rendaient assez difficile le développement des exportations polonaises. Ce système, dont le but était d'assurer le marché polonais aux produits de l'industrie polonaise et de réserver la totalité des matières premières aux besoins de la production de la Pologne, est remplacé par les dispositions suivantes :

En vertu d'un décret du ministre des finances et du ministre du commerce et de l'industrie, les coefficients de majoration des droits de douane sont relevés, pour les marchandises ordinaires, de 14.900 0/0 (coefficient 150), et pour les marchandises de luxe, de 19.900 0/0 (coefficient 200).

Bien que l'ancien coefficient de majoration des droits de douane fût égal à 20, son relèvement à 150 et à 200 ne doit pas être considéré comme excessif si l'on tient compte du fait que le tarif douanier polonais était élaboré au mois de septembre 1919, c'est-à-dire au moment où, pour un franc français, on payait 3 marks polonais. A cette époque, pour maintenir les droits de douane polonais à la parité du mark polonais par rapport au franc français, on appliquait un coefficient de majoration égal à 3. Avec la dépréciation du mark polonais, on a porté ce coefficient successivement à 10 et à 20.

A ce niveau de 20, le coefficient fut maintenu malgré que le cours du mark fût tombé à 60, 100, 150 et 200.

De sorte qu'en appliquant aujourd'hui les coefficients de 150 et de 200, on n'a nullement augmenté les droits de douane en Pologne, mais on a simplement ramené ces droits à leur ancien niveau abaissé par la dépréciation du change polonais.

Comme nous l'avons mentionné, on applique actuellement le coefficient de majoration

de 150 pour les marchandises ordinaires et de 200 pour les marchandises de luxe.

Par marchandises de luxe, on entend les noisettes, pistaches, amandes, pâtés, truffes, confiserie, compotes, alcools, vins, fromages, poissons en conserves, caviar, huîtres, homards, chaussures vernies, fleurs fraîches, pierres précieuses, porcelaines, cosmétiques, parfumerie, services de toilette, orfèvrerie et bijoux, bibelots, coutellerie fine, films, automobiles de tourisme, motocyclettes, cartes à jeu, tapisseries, tissus de soie, dentelles et broderies, linge fin, chapeaux de dames, fourrures, parapluies, plumes et fleurs artificielles, articles de toilette, jouets, etc.

Les marchandises suivantes sont exemptes des droits de douane : riz, farine, pommes de terre, lait condensé, viande, beurre, poissons frais, harengs, engrais chimiques, graphite, antimoine, nitrate d'antimoine, acide sulfurique, nitrique, etc., matières tannantes, fonte, acier, cuivre, plomb, tubes en fer, fil de fer, machines agricoles, tracteurs, wagons-citernes, bateaux, cellulose, papier, ficelle, filets, etc.

Enfin les marchandises suivantes sont passibles du coefficient 5 : légumes, chicorée, oléine, chaussures dont le poids dépasse 1.000 grammes, tubes en cuivre, acier et en fonte, tubes en fer, fil de cuivre, câbles en cuivre, instruments en fer et acier, appareils de forage, locomotives, moteurs à explosion, locomobiles, turbines, machines-outils, machines pour l'industrie textile, machines et appareils électriques, accumulateurs, camions automobiles, etc.

Il est à noter que, pour toutes les marchandises, sauf pour certaines, figurant sur les listes spéciales promulguées périodiquement, les permis d'importation sont supprimés.

Parmi les marchandises pour lesquelles la nécessité d'avoir un permis d'importation préalable, délivré par l'Office des Importations et des Exportations, a été maintenue, notons les principales : cosmétiques, linge fin, pâtisserie, bonbons et confiserie, cigarettes et tabac, chocolat, dattes, tapis, broderies fines, rideaux, fourrures, vins, alcools, tissus de soie, automobiles, armes, feux d'artifice, chapeaux en soie, cartes à jeu, succédanés de café, confection, cravates, glaces ornées, marmelade, miel, vêtements, fruits frais, articles en cuir, broserie, fromages, harnais, tapisseries, vanille, horlogerie, orfèvrerie, bijoux, etc., en somme les marchandises dont la nomenclature détaillée fut publiée dans le *Moniteur Officiel Polonais* en date du 14 mai 1920 et du 12 juillet 1920. Ces listes peuvent être remaniées et complétées par les dispositions de l'Office des Importations et des Exportations polonaises.

En ce qui concerne les exportations polonaises, la liberté complète est assurée, sauf pour les marchandises dont l'exportation reste prohibée.

En vertu d'un arrêté en date du 23 juin de cette année, l'exportation des marchandises suivantes est interdite : céréales à l'exclusion des fèves et des pois, farine à l'exclusion de la féculé de pommes de terre, gruau, malt, vermicelle, macaroni, pommes de terre, betteraves, chicorée, choux, carottes fraîches, séchées et en conserves, artichauts, asperges, choux-fleurs, petits pois, salade, épinards, sucre, levure, sel, viande, charcuterie, jambons, fromage, beurre, bétail, chevaux, engrais, charbon, coke, tourbe, minerais de métaux, vieille fonte, déchets de laine, coton, etc.

Il est à noter, au surplus, qu'en abolissant la nécessité d'avoir un permis d'exportation pour exporter les marchandises de la Pologne, on a supprimé également, par un décret en date du 23 juin, tous les droits de sortie qui, jusqu'à présent, frappaient les marchandises exportées de Pologne, toutefois avec cette exception que les droits de sortie sont maintenus pour le naphte et les produits pétroliers. Les droits de sortie perçus sur les marchandises qui n'étaient pas exportées au moment de la promulgation de ce décret seront remboursés jusqu'au 7 août prochain. De même, les importateurs étrangers bénéficieront des anciens droits de douane en Pologne, c'est-à-dire du coefficient 20, jusqu'à la date du 14 août courant, pour toutes les marchandises expédiées avant le 6 juillet de cette année, à destination de Pologne, ainsi que pour toutes les marchandises se trouvant dans les entrepôts de douanes et de chemins de fer.

En résumant les modifications apportées au régime du commerce extérieur de la Pologne, il faut constater :

1° Qu'on a supprimé la nécessité d'avoir un permis spécial pour pouvoir importer en Pologne, sauf pour certaines marchandises, dont l'entrée est, en principe, prohibée ; les dérogations sont accordées par l'Office des Importations et Exportations.

2° Qu'on a aboli toutes les restrictions à l'exportation des produits de Pologne et supprimé les droits de sortie qui ne sont maintenus que pour le naphte et les produits pétroliers.

3° Qu'on a relevé les coefficients de majoration des droits de douane de 20 à 150 pour les marchandises ordinaires et 200 pour les marchandises de luxe. Toutefois, certaines marchandises, nécessaires au renforcement de la production polonaise, bénéficient du coefficient de majoration 5.

Il faut espérer que cette simplification du régime du commerce extérieur de la Pologne contribuera puissamment à l'augmentation des exportations polonaises en France et à l'extension des débouchés polonais pour les marchandises françaises.

François DOLEZAL,  
Conseiller commercial  
à la Légation de Pologne à Paris.

(La Pologne.)

## BULLETIN

(Express Télégraphe de l'Est.)  
12, rue du Helder.

### La presse officielle soviétiste sur la situation en Russie.

On mande de Moscou : Le journal « *Prawda* » écrit à propos de la question des secours pour la Russie :

« Des millions de paysans et ouvriers affamés dirigent leurs regards vers l'ouest, mais les ouvriers occidentaux ne se hâtent point à apporter leur secours à leurs camarades. Cependant la bourgeoisie de tous les pays fait de nouveau tout son possible afin de renverser le pouvoir du gouvernement des paysans et des ouvriers russes. Dans les centres industriels de l'Amérique et de l'Europe les esclaves du capital veulent trouver des nouvelles armes pour lutter avec la révolution russe. La bourgeoisie de l'Europe occidentale espère que les prolétaires russes renverseront le pouvoir des ouvriers. Dans ces conditions nous ne devons jamais attendre le secours de la part de cette bourgeoisie. Seuls les prolétaires, eux-mêmes, peuvent aider et sauver la République des Soviets. »

### Les remerciements du ministre polonais à un colonel français.

Le général Sosnkowski, ministre de la Guerre, a adressé au colonel Loir, de l'armée française, retournant en France après sa mission accomplie, des remerciements les plus chaleureux pour les services rendus à l'armée polonaise.

### Les secours à la Russie.

Le Conseil des ministres a donné au ministre des Affaires étrangères, M. de Skirmunt, pleins pouvoirs pour participer, au nom de la Pologne, à l'action internationale de secours pour la Russie, lui recommandant de coordonner ses efforts avec ceux de l'étranger et particulièrement ceux de la mission Hoover. Il a été décidé, en outre, qu'une commission interministérielle serait créée pour organiser en Pologne une action de secours pour la Russie, cette commission devant remplir le rôle d'intermédiaire entre la Pologne et l'étranger.

### Un coup de main des Lithuaniens.

Dans la nuit du 4 au 5 août une bande de soldats de la Lithuanie de Kowno ont attaqué la petite ville de Giedrojcic, située dans la zone neutre, et ont pillé les maisons des habitants. Pendant l'attaque, les Lithuaniens ont tué un juif nommé Fajbisz, ainsi qu'un enfant et ont blessé quatre autres juifs.

### Remise des décorations.

Le général Niessel a remis des croix de la Légion d'honneur, des médailles militaires et des croix de guerre aux anciens combattants du premier régiment polonais formé en France, à Bayonne. Les distinctions accordées aux militaires tombés au champ d'honneur ont été remises à leur famille.

### Le prix de l'or.

On mande de Léopol que le prix de l'or a baissé énormément dans cette ville ces derniers temps. Le gramme d'or est fixé à 450 marks polonais tandis qu'il valait 800 marks avant la baisse. La platine a subi également une baisse importante. On attribue cette dépréciation à la grande quantité de métaux précieux apportée en Galicie par les émigrés russes fuyant la famine.

### Les commissions polonaises en Russie.

Les délégations polonaises, dans la commission de restitution des biens polonais et dans la commission spéciale, ont pu obtenir, après deux mois de démarches, le visa de leurs passeports et sont parties immédiatement pour Moscou.

On apprend que le gouvernement soviétique n'a pas autorisé la commission de restitution à apposer sur la maison qu'elle habite, le caroupe et le pavillon national polonais.

### Le nouveau nonce apostolique.

Mgr Lauri, ancien professeur de l'Université de Rome, nouveau nonce apostolique, est attendu à Varsovie le mois prochain.

### La réponse de M. Hymans à la Lithuanie de Kowno.

On mande de Kowno que M. Hymans a adressé aux représentants de la Lithuanie de Kowno une lettre dans laquelle il exprime ses regrets que leur note lui soit parvenue trop tard et leur proposant de reprendre, le 23 août, les négociations avec les délégués polonais.

### La question de Vilna.

Une conférence organisée par la délégation du territoire de Vilna, a eu lieu à Varsovie dans la salle du Conseil municipal. Le chef de la délégation, professeur Parczewski et le représentant des cheminots Kowalski, ont pris successivement la parole. L'assemblée a ensuite voté une résolution constatant que le territoire de Vilna est indiscutablement polonais et protestant contre le projet de licencier l'armée Zeligowski qui est la seule garantie des droits politiques de la population de Vilna. La résolution demande aussi la réunion à la Pologne du territoire de Vilna ainsi que des districts faisant partie de la Lithuanie de Kowno, dans lesquels la majorité est polonaise.

### Le Colonel Chardigny reçoit la délégation.

Le colonel Chardigny a reçu au ministère des affaires étrangères la délégation du territoire de Vilna avec laquelle il a eu un entretien d'un caractère privé. La délégation a fait remarquer la partialité du point de vue de la Ligue des Nations qui exige le désarmement de l'armée de Zeligowski et qui n'impose pas de pareilles conditions à la Lithuanie de Kowno où les postes de techniciens et d'instructeurs de l'armée sont occupés, pour la plupart, par des Allemands et des Russes. Le colonel Chardigny a contesté les affirmations de la délégation, assurant qu'il avait constaté par lui-même qu'il n'y avait dans les services techniques de l'armée de Kowno que 30 Allemands et un Russe. Toutefois le colonel a laissé au gouvernement de Kowno la responsabilité de l'insuccès des négociations polono-lithuaniennes.

### La presse polonaise sur la décision du Conseil Suprême.

La nouvelle annonçant que le Conseil suprême remit la question de la Haute-Silésie au Conseil de la Société des Nations, nouvelle qui a été répandue à Varsovie et dans toutes les grandes villes de Pologne par des éditions spéciales des journaux, a produit dans toutes les couches de la société polonaise une impression profonde.

Tous les journaux consacrent à cet événement des articles de fond, reflétant les opinions de divers milieux politiques polonais.

La « *Gazeta Warszawska* » (organe du parti national démocrate) écrit à ce sujet :

« L'opinion publique polonaise s'est habituée déjà à bien des choses imprévues du côté du Conseil suprême. Mais la dernière décision, renvoyant la question de la Haute-Silésie à l'arbitrage du Conseil de la Société des Nations, est — disons-le ouvertement — extravagante. Cette décision compromet le Conseil suprême. Il faut, sans aucun doute, attribuer ce qui vient d'arriver à l'entêtement de Lloyd George. Il faut.

constater en même temps que le président du Conseil français a fait tout son possible afin que le problème haut-silézien trouve la solution équitable et favorable à la Pologne. »

Le « Kuryer Warszawski » (le grand quotidien varsovien impartial) commente la décision du Conseil suprême de façon suivante :

« Aux moments critiques de l'année dernière ainsi que tout récemment, la diplomatie et le gouvernement français ont mérité pour leur attitude l'admiration et la reconnaissance profonde de la nation polonaise. Les dirigeants français ont mené une lutte acharnée pour la solution du problème haut-silézien au profit de la Pologne. Il faut souligner qu'à ce sujet les points de vue du gouvernement français, des experts et de la presse s'accordaient d'une manière frappante. Au dernier moment, ne voulant pas faire des concessions au détriment de la Pologne, vu la menace d'une rupture imminente avec la Grande-Bretagne, on a profité de l'article 11 du pacte pour ajourner encore une fois la décision de l'affaire de la Haute-Silésie. »

#### L'impression en Haute-Silésie.

Après que les journaux ont annoncé la décision du Conseil suprême, l'opinion des milieux polonais en Haute-Silésie exprime avant tout l'inquiétude que l'affaire va de nouveau traîner en longueur. En même temps les Allemands ne dissimulent pas du tout leurs intentions, déclarant ouvertement qu'ils massacreront la population polonaise. Les organisations allemandes clandestines en Haute-Silésie attendaient la décision du Conseil suprême, afin de commencer une action armée. Un grand nombre de membres camouflés de l'Orgesch est arrivé à Beuthen. La population polonaise attend avec crainte chaque jour une attaque de la part de ces organisations allemandes.

#### Un mémoire des étudiants.

La section théologique de l'Association des Etudiants haut-siléziens a adressé au nom du clergé polonais, à la commission interalliée, un mémoire contenant tous les détails des persécutions infligées au clergé polonais par les Allemands et comprenant de nombreux noms de prêtres polonais assassinés ou emmenés comme otages par les Allemands.

#### Les organisations allemandes s'agitent.

Les organisations allemandes du district minier font preuve d'une agitation fiévreuse, préparant un mouvement armé dans le cas où le projet anglais concernant la Haute-Silésie ne serait pas adopté par le Conseil suprême.

La population de Beuthen montre aussi une certaine nervosité. De nombreux rassemblements se forment dans les rues ; la police anglaise disperse tous les attroupements.

Dernièrement, vers 11 heures, des stosstruplers ont attaqué un courrier diplomatique polonais, lui dérobant des papiers et des documents, ainsi que sa bicyclette.

#### Une adresse de l'Union des insurgés au Conseil Suprême.

L'Union des Insurgés de Haute-Silésie a fait remettre au Conseil suprême à Paris une adresse comportant les demandes suivantes :

1° Que pour la fixation de la frontière polono-germanique en Haute-Silésie, le Conseil suprême observe uniquement l'esprit du Traité de Versailles ;

2° De rejeter tous les faux arguments présentés par les Allemands sur une soi-disant union économique de la Haute-Silésie avec l'Allemagne ;

3° D'écarter toute idée d'abandonner la population de la Haute-Silésie à l'oppression ennemie ;

4° D'établir une frontière naturelle ethnographique sur l'Oder, conforme aux résultats du plébiscite.

La note ajoute que la population polonaise de la Haute-Silésie est convaincue qu'elle trouvera un appui de la part de toutes les nations civilisées.

#### Les exploits des stosstruplers.

Les stosstruplers ont tué six Polonais près de Lesnica. Dans le district de Kluczbork les bandes allemandes ont fusillé plusieurs Polonais après leur avoir ordonné de creuser eux-mêmes leur tombe. On s'étonne ici, devant ces faits, que la presse anglaise continue à publier

de nombreuses informations annonçant que les Allemands de Haute-Silésie font preuve d'un calme complet.

#### Les aspirations des Haut-Siléziens.

72 communes sur les 110 que comptent les districts de Gleiwitz et de Zabrze ont voté une motion déclarant qu'elles ne consentiront jamais à rendre ces districts aux Allemands et demandant l'union à la Pologne du territoire haut-silézien s'étendant jusqu'à l'Oder.

#### Un démenti.

On dément officiellement les informations parues dans la presse allemande relativement à une prétendue séance tenue par l'Etat-major polonais à Czeszochowa sous la présidence du général Haller et à laquelle auraient participé des officiers français. Les journaux allemands disent qu'au cours de cette réunion il aurait été décidé de faire occuper la Haute-Silésie par une armée polonaise forte de 120.000 hommes. Il va sans dire que ces bruits sont de pures inventions.

#### Un grand incendie en Haute-Silésie.

Les Allemands ont mis le feu dans plusieurs endroits du bourg Gieszewice ainsi qu'aux forêts appartenant à l'administration de la ville de Kattowitz. Les Stosstruplers ont rendu impossible par leurs coups de fusil toute action de sauvetage de la part des pompiers. L'incendie a été favorisé encore par la chaleur de 40°. L'incendie embrassa aussi des forêts situées dans le district de Pless. On a pourtant réussi d'étouffer les flammes dans une partie de ce dernier district, tandis que l'incendie dans les environs continue encore. Les journaux locaux allemands constatent, eux-mêmes, que ces incendies sont une œuvre allemande.

#### La censure britannique.

Le censeur de la presse, M. Vost, qui est de nationalité britannique, exerce ses fonctions avec une partialité incontestable. C'est qu'il ne permet pas à la presse polonaise de publier le discours de M. Briand au Conseil suprême et que les passages principaux de ce discours furent impitoyablement rayés. Les journaux polonais ne sont pas non plus autorisés à dénoncer l'action terroriste des Allemands et à démentir leurs calomnies.

#### Les cruautés allemandes.

Un insurgé qui parvint à s'évader d'un hôpital allemand, a fait le récit suivant : « Après la bataille d'Emilienhof, le 8 juin, je fus fait prisonnier avec douze autres insurgés dont neuf d'entre eux étaient grièvement blessés. Des soldats du Selbstschutz ordonnèrent aux neuf blessés de creuser leurs propres tombes, dans lesquelles ils les déposèrent, puis ils fusillèrent les deux autres prisonniers. »

#### Les méfaits de l'Orgesch.

Des soldats de l'Orgesch ont arrêté l'automobile qui transportait le représentant du gouvernement polonais. Ce dernier ne fut sauvé que grâce à l'intervention des soldats interalliés.

### COURS

DES

#### ACTIONS PÉTROLIFÈRES DE GALICIE

BOURSE DE PARIS, 16 août 1921.

Action fondateur	Part de	
158	1.555	Silva Plana.
73	—	Boryslaw.
159	425	Société franco-polonaise de pétrole.
450	512	Ratoczyn.
500	198	Wankowa.
318	—	Potok.

BOURSE DE LILLE, 16 août 1921.

Action fondateur	Part de	
380	528	Dąbrowa.
390	—	Grabownika.
359	750	Industrielle Pologne.
395	5.250	Société Galicienne des Carpathes.
180	207	Zagórz.

LE

## "JOURNAL DE POLOGNE"

Quotidien du soir paraissant en français  
à VARSOVIE, 54, Nowy Swiat

Directeur :

Rédacteur en chef :

FRÉDÉRIC DELAGNEAU :: ROBERT VAUCHER

Le "JOURNAL DE POLOGNE" est le seul Quotidien servant de trait d'union entre la France et la Pologne. Il est le mieux renseigné sur toutes les questions politiques, littéraires, économiques et financières ayant trait à la Pologne et à l'Est européen.

Le "JOURNAL DE POLOGNE" vient d'instituer des services économiques donnant des renseignements gratuits sur toutes les questions d'importation et d'exportation, intéressant la France et la Pologne, sur les Bourses de Pologne et valeurs polonaises cotées aux Bourses de Paris et de Lille.

S'adresser aux Services Parisiens :

9, rue Richepance, Paris (8<sup>e</sup>)

ABONNEMENT : un an 70 fr. ; 6 mois 36 fr.

## L'EST POLONAIS

REVUE BI-MENSUELLE, ILLUSTRÉE DES QUESTIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET HISTORIQUES COMMENCE SA DEUXIÈME ANNÉE D'EXISTENCE

Traite tous les grands sujets de la politique orientale européenne.

Informe d'une façon strictement impartiale de tous les événements dans l'Est européen.

Consacre une attention toute spéciale aux questions économiques.

Donne des études historiques et ethnographiques approfondies.

Reproduit le texte de tous les documents officiels ayant trait à la politique orientale de la Pologne.

S'occupe plus spécialement des provinces orientales de l'ancienne République Polonaise.

Prix du numéro 2 francs

AGENCE POUR LA FRANCE :

Messagerie Hachette, 111, rue Réaumur, PARIS

ADRESSE DE LA RÉDACTION :

21, rue Nowy Swiat, VARSOVIE

Polonais, très bon charron, connaissant travail de charpentier et de menuisier (certificats), cherche place stable à la campagne dans une grande propriété. — S'adresser à la Polonia.

### CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.  
Exposition permanente de tableaux.

103, boul<sup>d</sup> du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

**JEUNE HOMME** 26 ans, connaissant à fond le polonais, le français, le russe et l'allemand, cherche dans banque ou bureau, emploi répondant à ses capacités. Ecrire A. F. Polonia.

# MEMENTO

## Prowokacja angielska.

Decyzja Rady Najwyższej była z punktu widzenia francuskiego ostatnią deską ratunku, ocaleniem na kilka tygodni Górnego Śląska, który Anglja, a z nią Włochy i Japonja za wszelką cenę pragną oddać Niemcom. Tak zrozumiała to prasa polska, oddając rządowi francuskiemu pełną sprawiedliwość za walkę, stoczoną w obronie słusznych praw Polski.

Za tę cenę okupiono utrzymanie sojuszu angielsko-francuskiego, zdaniem powszechnym, a w tem i samej Francji, nieodzownego dla pokoju europejskiego. Nie możemy dzisiaj przesądzać, jak sprawa ta zostanie załatwiona przez Ligę Narodów, mimo że widoki nasze są — powiedzmy to otwarcie — bardzo słabe. Lloyd George przed kilku dniami w przemówieniu, wygłoszonym w parlamencie angielskim wprawdzie zapewnił, że Liga Narodów będzie miała swobodną rękę w decydowaniu o Górnym Śląsku, ale bezpośrednio potem wypowiedział zupełnie wyraźną aluzję, że i tym razem Liga sprawy nie załatwi i znowu odda ją do rozpatrzenia jakiegomuś trybunałowi.

Co to wszystko ma znaczyć?

Możemy się zgodzić, że sojusz angielsko-francuski jest potrzebny dla pokoju Europy, ale stanowczo musimy zaprotestować przeciw temu, aby cała Europa, a przedewszystkiem Polska znieść miała dyktaturę Anglii, państwa i narodu par excellence rozbójniczego, na rabunku i korsarstwie wyrosłego i na ciemieniu milionów ludzi obcej rasy opierającego swą potęgę.

Wszystkie przemówienia publiczne Lloyd George'a, cała jego polityka w stosunku do Polski jest jedną niesłychaną prowokacją narodu polskiego i państwa polskiego. I nie wchodzimy zupełnie w to, czy w tej polityce jest on autorem czy ślepym sługą chowających się za kulisami innych czynników. W każdym razie on jest za nią odpowiedzialny.

Do tej prowokacji naczelnika rządu angielskiego dołącza się obecnie nowy akt angielskiego komisarza na Górnym Śląsku.

Codziennie dochodzą nas wiadomości o niesłychanych gwałtach i mordach, dokonywanych przez Niemców. Ostatnim kwiatkiem tego narodu, któremu jego przyjaciel Lloyd George (zna-

laz) swój swego! tak chętnie przyznaje « wyższość » nad Polakami, jest potworne zamordowanie Polaka w lesie wołoszowskim w obwodzie opolskim. Zamordowanemu odcięto głowę dla niepoznaki, (mimoto stwierdzono tożsamość ofiary). Komisja niemiecka zjechała na miejsce i ogłosiła raport, że popełniono tu samobójstwo. Przypuszczamy, że Lloyd George, który lubuje się w żartach bardzo grubych, śmiał się serdecznie z tego « kawału » swych przyjaciół.

Depesze nasze w każdym numerze podają całe mnóstwo zbrodni niemieckich. Otóż prasa angielska stale powtarza, że Niemcy na Górnym Śląsku zachowują się zupełnie spokojnie. Ostatnio znów cenzor angielski w Bytomiu, Vost, zabronił dziennikom polskim niejscowym ogłoszenia mowy Brianda wypowiedzianej na posiedzeniu Rady Najwyższej, a wreszcie się zgodził na jej ogłoszenie, ale własnoręcznie powykreślał z niej najważniejsze ustępy.

Co na to komisja międzysojusznicza na Górnym Śląsku? Co na to rząd polski? Lloyd George wspomniął parokrotnie, że trzeba oddać G. Śląsk Niemcom, by nie stwarzać nowej Alzacji. Tymczasem jednak to, co się dzieje na Górnym Śląsku, coraz bardziej daje wrazenie, że kraj ten staje się Irlandją, gdzie ludność miejscowa jest mordowana przez najezdźców w imię « wyższości » rasowej.

Nie wiemy, jakie kroki przedsięwziął rząd polski, aby gwałtom niemieckim na G. Śląsku położyć tamę i nie chcemy w niczem kompromitować jego niewątpliwie w tym względzie akcji dyplomatycznej. Ale mamy prawo domagać się, w imieniu tysięcy robotników polskich we Francji, z których nie jeden ma na G. Śląsku rodzinę, aby czytając ustawicznie o zbrodniach niemieckich pod protektoratem angielskim, otrzymali ci robotnicy wreszcie zapewnienie urzędowe, poparte dowodami, że jego braci na Górnym Śląsku przestano mordować.

Prowokacja niemiecko — angielska na Górnym Śląsku jest skandalem, a autorów tej prowokacji nie przestaniemy piętnować mianem zbrodniarzy, bez względu na to, czy otrzymają bezpośrednio rozkazy z Berlina, czy pośrednie słowa zachęty z Londynu.

K. MIR.

Adam Grzymała — Siedlecki.

## CUD WISŁY

(Ciąg dalszy)

Przewspaniałe to były wogóle dni te 17, 18 sierpnia i dalsze.

Piszący te słowa miał wówczas sposobność przebywać niemal w linii ognia i podziwiać cud przemiany polskiego żołnierza. Kto by był w nim poznał rozbitka lipcowego! Jaki animusz! jaka radość w oczach! jaki niepowstrzymany pęd naprzód!

Pamiętam atak dywizji generała Junga na Mińsk Mazowiecki. Dziś, we wspomnieniu patrzę na ten pochód, jak na jakiś polonez, w którym bataljony sunęły pod wtór muzyki armatniej. Spiekota niewypowiedziana i słońce miłosne, a tu w pyle gościńców i pól — tysiące naszych bohaterów pędzą całe nawaly struchlałych bolszewików.

Nakaz bojowy, czyli to, co we wszystkich armjach nazywa się *Ordre de bataille* tego ataku brzmiał: dywizja generała Junga ma wkroczyć do Mińska Mazowieckiego od zachodu, od południa ma wkroczyć do tegoż Mińska Mazowieckiego dywizja generała Konarzewskiego i tu zyskać łączność z dywizją generała Junga. Równocześnie, o ile możliwości, stację kolejową Mińsk-Mazowiecki ma opanować grupa pociągów pancernych pod rozkazami majora Mieczysława Nowickiego *Ordre de bataille* jest to czcigodny papier, którego treść z całą ścisłością da się wykonać na manewrach, t. j. w bitwie, w której wróg nie stawia oporu. W prawdziwej bitwie, *ordre de bataille* jest ideałem, do którego się dąży, ale którego osiągnąć nie sposób. Otóż w owej pamiętnej bitwie o Mińsk Mazowiecki stało się, że *ordre de bataille* wykonano ze ścisłością matematyczną: o godz. 6 m. 55 wieczór dzielnicy major Nowicki, prążąc ze swoich pancerek, wtoczył się na stację kolejową, o godz. 7 m. 05 dywizja generała Junga wkroczyła na rynek, o

godz. 7 m. 15 generał Konarzewski był już w ulicach miasta!

Nie zapomnę podziwu i gratulacji, jakie generał Haller, dowódca frontu północnego, otrzymał wówczas od oficerów cudzoziemskich. Takie arcydzieło bojowe nie zawsze się trafia na wojnie — i tylko zawodowi pracownicy walki umięją je ocenić w pełni. Pośród winszujących zbrakło tylko oficerów francuskich. Nie było ich tutaj przy sztabie, bo byli gdzieindziej: byli oni w ogniu, w szeregach, w tyralierze, ramię przy ramieniu z polskim żołnierzem i polskim oficerem. Bez broni, z trzcinką w ręku kroczyli na czele naszych kompanii, podwładni naszych dowódców, bracia naszej wiary. Czynem, pogardą śmierci, podpisywali umowę sojuszu Polski z Francją, by potem wielkoduszny generał Weygand, w dniu swego powrotu do Francji, po trudach współpracy z naszym sztabem jeneralnym, mógł nie nie przesadzając, powiedzieć:

— Po tych historycznych dniach my i wy, Francja i Polska jesteśmy ze sobą związani na śmierć i życie, a ponieważ do śmierci nie pilno ani Francji, ani Polsce, więc związani — na życie!!

Do końca życia nie zapomnę chyba tego wniebowzięcia, jakie widziałem wówczas na twarzach ludzkich w wyzwolonym Mińsku Mazowieckim. Ulice miasteczka przepełnione ludnością. Jeden szalony huk okrzyków na cześć wojska polskiego. Kwiaty zasypują wprost szeregi i automobile. Żołnierze nie mają dość kieszeni, plecaków, « chlebaków » na chowanie podawanych im z uniesieniem owoców, bułek, mięsniwa. Twarze wniebowzięte, wpatrzone w wojsko, jak w jakiś cud. Cud Wisły!

\*

\*\*

Piechota nasza parła wówczas z pośpiechem kawalerji, a w istocie kawalerji potrzeba było, by nadażyć za tą karkołomną ucieczką bolszewików.

Ucieczka ta zrozumiała się stanie dopiero

wówczas, gdy zrozumiemy, czego równocześnie dokonał nasz front centralny, stojący pod rozkazami Naczelnego Wodza.

Mając twierdzę Dęblin za miejsce swego wypadu, armja marszałka Piłsudskiego, przeczekiwała cierpliwie najgorsze chwile, kiedy wróg nacierał na Warszawę i pokonywując swą żądzę boju, do ostatka celowo nie wychodziła ze stanu defenzywnego. Dopiero wówczas, gdy generał zeligowski spędził swojego przeciwnika z Radzimina na Wyszkwów i za Bug, — front nasz centralny ruszył naprzód.

Rozpatrując rozkład naszych wojsk, rozłożenie poszczególnych armji na terenie geograficznym, sztab bolszewicki spodziewał się niewątpliwie, że w razie ofenzywy, front centralny będzie atakował w kierunku raczej południowo-wschodnim, na Włodawę i Hrubieszów, by tym sposobem przyjść z pomocą zagrożonemu Lwowowi. Sztab bolszewicki obrachowywać mógł natomiast, że atak na Siedlce wykonywać będzie — o ile wogóle do tego przyjść może — południowe skrzydło frontu generała Hallera. I zgodnie z takim oczekiwaniem, ugrupował swojej przeciwwagi siły.

Arcydziełem naszego sztabu jeneralnego było to, że uderzenie Naczelnego Wodza, wychodzące z Dęblina poszło we wręcz odmiennym kierunku, niż się tego mogli spodziewać bolszewicy. Front centralny runął niepowstrzymaną siłą na północny wschód, drogą na Siedlce; że wprost z zachodu na wschód, via Mińsk Mazowiecki, parło ku Siedlcem w tym samym dniu 17 sierpnia prawie skrzydło frontu generała Hallera, więc kilkanaście dywizyj sowieckich, zamkniętych między Wyszkwowem a Dęblinem znalazło się naraz wobec przewagi polskiej, jeśli nie liczebnej, to moralnej.

Natarcie armji Naczelnego Wodza było tak piorunujące, tak niespodziewanie gwałtowne, że cała środkowa siła bolszewicka nie mogła oprzeć im się ani godziny. Bitwa bez upamiętania, spychana z każdej pozycji, cała siła ta zaczęła pędzić w przerażeniu na Siedlce, Brześć Litewski i dalej, zostawiając armjom naszym centralnym nieprzeliczone ilości jeńców i materiału wojennego, aż i wreszcie w dniach 1—3 października, ponosząc ciągle skutki tego ataku dęblńskiego, znalazła swój Sedan w okolicach Nowogródka.

(dok. n.)

## LIGA NARODÓW

Rada Ligi Narodów obraduje w Genewie. Jej posiedzenie zwyczajne ma się rozpocząć 1 września, przed zwołaniem zebrania ogólnego wszystkich przedstawicieli państw, wchodzących w skład Ligi. Wobec przekazania jej obecnie sprawy Górnego Śląska przewidują, że się zbierze wcześniej, z końcem sierpnia i to w Paryżu.

W skład Rady wykonawczej Ligi Narodów wchodzi przedstawiciele ośmiu państw. Francję reprezentuje prezydent senatu, Leon Bourgeois, a w razie jego niedyspozycji (jak to jest obecnie) może go zastąpić albo Viviani albo Hanotaux. Przedstawicielem angielskim jest albo Balfour albo Fisher. Japonję reprezentuje hrabia Ishii, a Włochy markiz Imperiali, były ambasador w Londynie i Konstantynopolu. Belgijskim przedstawicielem jest znany Paweł Hymans, który przewodniczył układowi polsko-litewskiemu. Hiszpanję reprezentuje jej ambasador w Paryżu, Quinones de Leon, Brazyliję jej ambasador paryski da Cunha, a wreszcie Chiny popularny mąż stanu chiński, Wellington Koo.

Już obecnie oświadczenia powszechnie, co zresztą jest rzeczą dawno wiadomą, że w tej Radzie wykonawczej Ligi Narodów pozycja Anglii jest bardzo silna. Francja może liczyć napewno tylko na poparcie delegata belgijskiego.

W takich warunkach odesłanie sprawy górnośląskiej do Ligi, w całej pełni okazuje się najczystsza komedia i prawie z góry możemy być pewni, co ta Rada postanowi, to jest, że ślepo pójdzie za rozkazami, a delikatniej się wyrażając, za wskazówkami czy życzeniami rządu angielskiego.

Pewną nadzieję naszą stanowi fakt, że postanowienia Rady Ligi muszą zapadać jedno-myślnie.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowemi 75 centimów na druk nowych opasek.

## NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie jedynie

# BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

## FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny : Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>)

Telefon : Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Pol ki swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 200 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA : WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały i Agentury : Białą podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Pińsk, Siedlce, Sokołów, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgja) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat : Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chełm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

## JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować : *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>).*



Mapa, przedstawiająca ostateczne ustępstwa francuskie i angielskie co do podziału okręgu przemysłowego Górnego Śląska na konferencji Rady Najwyższej w Paryżu.

Linja z małych kwadratów oznacza propozycję francuską, opartą na propozycji włoskiej ministra Storzy z przed kilku tygodni. Gliwice i Zabrze przypadłyby według tego projektu Niemcom, reszta na wschód Polsce.

Miejsca, oznaczone punktami, oznaczają wysepki, oddanie których Polsce proponowała Anglia, bez względu na to, że są one zupełnie odcięte od Polski (z wyjątkiem Mysłowic, Brzeźzinki i Szarleja). W tym ostatnim okręgu jest po jednej kopalni ołowiu i cynku, w Bielszowicach jest kopalnia węgla. Inne wysepki nie mają specjalnych fabryk ni kopalni.

## Jak przekazano sprawę Górnego Śląska Lidze Narodów

Przekazanie sprawy podziału Górnego Śląska Lidze Narodów dokonało się w piątek d. 12 sierpnia, rano, na posiedzeniu Rady Najwyższej. Przynajmniej tego dnia oficjalnie Rada Najwyższa to postanowienie powzięła, ale zgodzono się na nie wcześniej, a nawet zapewniają, że Lloyd George przyjechał do Paryża z tem postanowieniem, już z góry powziętem.

W każdym razie już dnia poprzedniego, we czwartek, na obiedzie w hotelu Crillon, gdzie zamieszkał angielski premier, włoski prezydent ministrów, Bonomi, poddał ten projekt premierowi angielskiemu, a minister Briand projekt ten przyjął. W ten sposób posiedzenie piątkowe było już czysto formalne.

Po przemówieniu ministrów : Brianda i Lloyd George'a, Rada Najwyższa uchwaliła następującą rezolucję :

«Rada Najwyższa, przed ustaleniem granicy polsko-niemieckiej na Górnym Śląsku, opierając się na artykule 86 Traktatu Wersalskiego postanawia, w zastosowaniu artykułu 11, paragrafu 2 statutu Ligi Narodów, przedłożyć radzie teje

Ligi trudności, jakie nastęca wytyczenie powyższej granicy od wspomnianej rady zażądać jej zdania co do granicy, jaką mają oznaczyć główne mocarstwa zaprzyjaźnione

« Z powodu sytuacji na Górnym Śląsku upraszo się radę Ligi Narodów, aby tę sprawę uważała za wymagającą wielkiego pośpiechu.

Po uchwaleniu tej rezolucji, Rada Najwyższa zobowiązała się zgodnie przyjąć decyzję Ligi Narodów, jakkolwiek by ta decyzja wypadła.

Ponadto, Rada Najwyższa postanowiła, aby komisarze aljancy, bawiący w Paryżu podczas obrad, powrócili bezzwłocznie na Górny Śląsk, niemniej zgodzono się na wysłanie na Śląsk posiłków francuskich, angielskich i włoskich, zaś rządowi polskiemu i niemieckiemu postanowiono wysłać żądanie, aby obydwa wspomniane rządy starały się wszelkimi środkami utrzymać pokój na Górnym Śląsku, póki nie zapadnie ostateczna decyzja, powzięta przez Radę Najwyższą na zasadzie postanowienia Ligi Narodów.

Po uchwaleniu tych punktów, Lloyd George odjechał czempredzej do Londynu.

## CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

### Marszałek Trąpczyński na Pomorzu.

Sprawa niesłychanego zaniedbania naszego wybrzeża morskiego zwłaszcza pod względem aprowizacyjnym w miejscowościach lotniskowych zainteresowała wyższe sfery stolicy. Do Pucka, Gdyni i na półwysep Helu przybył marszałek Sejmu Trąpczyński, zapoznając się i informując jaknajdokładniej o stanie aprowizacji, robót portowych w Gdyni, budowy kolei Kokoski-Kartuzy i naostatek odwiedzając tereny polskiego towarzystwa kąpielowego.

Marszałek razem z postem Sołtykiem i komandorem Świrskim odwiedzili obozy akademickie w Gdyni i Radłowie. Młodzież uszczęśliwiona obecnością głowy Sejmu witała gości gorąco, przyjmując w namiotach skromnym obiadem akademickim i wyrażając swoją wdzięczność. Stwierdzić należy, że pan marszałek w zorganizowaniu obozów odniósł się z wyjątkowym zrozumieniem, zasilając komitet własnymi środkami i dopomagając do ułatwienia pobytu nad morzem.

### Kredyt amerykański dla Polski.

Donoszą z Nowego Jorku, że akcja p. Stanisława Krota, delegata naszego rządu w sprawie zakupów materiałów, pochodzących z amerykańskiej demobilizacji wojskowej, posuwa się rażno naprzód. — Rząd amerykański skłonny jest udzielić Polsce tych materiałów na kredyt do wysokości pięciu milionów dolarów.

### Produkcja nafty.

Ogólna produkcja naftowego zagłębia w Galicji wschodniej w czerwcu b. r. wyniosła 4,526

cystern po 10.000 kg., z czego przypada na Borysław 1.669, na Tustanowice 1.687 a na Mrażnicę 818. W porównaniu z produkcją w miesiącu maju, która wynosiła 2.327 cystern, doznała wydajność zagłębia wzrostu. — Wzrost ten jest jednak pozornym ze względu, iż ruch na kopalniach w maju do dnia 18 maja był zatamowany, a następnie mnóstwo kopalni odłoczyło wskutek tego strajku produkcję za maj dopiero w czerwcu.

### Produkcja węgla na Górnym Śląsku.

Ogólna produkcja węgla kamiennego na Górnym Śląsku wynosiła od 1 — 15 lipca 981.452 ton, 348.680 ton wysłano do Niemiec, 348.680 ton za granicę. Z tego otrzymała Polska 132.870, Austria 54.744, Czechosłowacja 2.606, Włochy 29.140, Węgry 6,926 i Gdńsk 5.623 ton. Zapasy węgla wynosiły w dniu 16 lipca 1.132.584 ton.

### Ołów i srebro na Górnym Śląsku.

W okręgach Tarnowskich Gór i Bytomia, które w czasie plebiscytu opowiedziały się za Polską, znajdują się bardzo bogate kopalnie ołowiu i srebra. W roku 1913 produkcję ołowiu oceniono na 14 milionów marek w złocie. W polskich kołach finansowych spodziewają się, że przyłączenie tych okręgów do Polski wpłynie korzystnie na kurs marki polskiej.

### Uchwały kongresu Stulecia Napoleona.

Pisma podają tekst uchwały historycznego kongresu stulecia Napoleona, złożonej na ręce posta Rzeczypospolitej polskiej w Paryżu. Uchwała ta głosi, iż w uznaniu historycznej roli Polski, bohaterstwa jej synów i wierności ich dla Francji, pod której sztandarem walczyli i ginęli, kongres wyraża uznanie narodowi polskiemu i jego naczelnikowi Piłsudskiemu. Następnie kongres uznaje potrzebę ugruntowania i uzupełnienia myśli Napoleona I i traktatu wersalskiego w sprawie odbudowy Polski do granic przed rokiem 1772, oraz granicy zakreślonej plebiscytem z roku 1921 w marcu. Na koniec kongres wyraża życzenie, by Francja i Polska weszły w sojusz, dotyczący wszystkich dziedzin życia.

### Fałszywe Banknoty.

Jak donoszą z Warszawy, zwiększył się napływ do Polski fałszywych banknotów w odcińkach po 1.000 i 500 marek. Z przeprowadzonych dochodzeń okazuje się, że Rosja i Niemcy zalewają Polskę temi fałszyfikatami. W ubiegłą sobotę aresztowano pewną osobę, przybyłą z Kijowa. Przy rewizji organa policyjne znalazły kilkadziesiąt fałszywych tysiącmarkówek z numerami seryj kilkumilionowymi, co wskazuje na olbrzymie rozmiary fałszerstwa.

### 41 Ciągnięcie Miljonówki 13 Sierpnia r. b.

Z koła wyszedł numer : 2, 299, 918.

### Zatargi pograniczne w Wileńszczyźnie.

Banda Litwinów w sile 20 ludzi pod dowództwem naczelnika policji miasta Szywint dokonała napadu na wioski w pasie neutralnym, a mianowicie: Awizankę i Romaszukę. W tej ostatniej zabrano trzy konie i zabito właściciela Antoniego Surgille, oraz zabrano 5 chłoców.

### Kowno sposobi pażytyzantkę.

Z Kowna donoszą, że w ostatnich dniach wzmaga się gorączkowa organizacja w oddziałach partyzanckich. Odbывают się ciągle ćwiczenia i dozbrajania. Oddziały partyzanckie otrzymały nowe transporty broni i amunicji. Każdy partyzant otrzymuje jeden karabin i 100 ładunków oraz dwa granaty ręczne. Oprócz tego oddział otrzyma karabiny maszynowe i działa artyleryjskie.

### Rola handlowa Polski.

Angielskie pismo «The Western Mail» pisze, co następuje: «Do tej pory Polska była zawsze wymieniana w szeregu małych państw. Obecnie jednak ludność jej wynosi 26 milionów, zatem jest to kraj, obfitujący w surowce, w tereny o wysokiej kulturze rolniczej i rozwinięte gałęzie przemysłu. Dodać należy, że Polska jest mostem między Rosją a zachodnią Europą i po wznowieniu stosunków handlowych z Rosją, Polska będzie grać najważniejszą rolę.

Przed wojną Niemcy opanowały rynek polski za pomocą niskich cen i ułatwień kredytowych. Nie będąc wówczas niezależną, Polska nie mogła prowadzić swojej własnej polityki ekonomicznej. — Obecnie jednak, mając niepodległość, pragnie oswobodzić się od niemieckiej przewagi handlowej i wejść w kontakt ekonomiczny z mocarstwami koalicyjnymi. Jesteśmy pewni, że kupcy polscy, aby dojść do tego, będą płacić wyższe ceny za lepsze gatunki towarów brytyjskich. Polska potrzebuje jednak kredytów. Niemcy są gotowi dać kredyt w towarach i maszynach, gdyż dążą oni nie tylko do zdobycia rynku polskiego, lecz i do przeniknięcia przez Polskę do Rosji.»

### Wyrównanie granicy polsko-rosyjskiej.

W trakcie narad komisji granicznej polsko-sowieckiej w Mińsku, przewodniczącą komisji polskiej p. Wasilewski wystąpił z projektem poprawy granicy polsko-sowieckiej w punktach, gdzie dzieli ona poszczególne miejscowości, o tyle aby przydzielić je w całości do danego państwa wzamian za rekompensatę odpowiednią w innym miejscu. Prezes komisji sowieckiej Pestkowski propozycję tę poparł w doniesieniu do Cziczerina.

### Udekorowanie artylerzystów.

W Górze Kalwarji udekorował Naczelnik państwa stu trzydziestu trzech artylerzystów odznaką «Virtuti militari».

### Repatracja uchodźców.

Ministerstwo pracy i opieki społecznej komunikuje:

Dnia 5 b. m. minister pracy i opieki społecznej, p. Darowski, wyjeżdżał do największego i najważniejszego etapu repatracyjnego w Baranowiczach, oraz na punkty graniczne w Kołosowie i Mikuszewiczach, gdzie odbyły się narady z prezesem komisji repatracyjnej, p. Korsakiem, oraz przedstawicielami dyrekcji kolejowej wileńskiej pp. Nelardem i Ławrynowiczem, dla opracowania na miejscu planu zarządzeń organizacyjnych, oraz inwestycji komunikacyjnych i budowlanych, mających na celu możliwie natychmiastowe usunięcie dotychczasowych niedomagań etapu w Baranowiczach, wynikłych z nadmiernego przeciążenia tego etapu, oraz pewnych braków organizacyjnych i technicznych.

Ustalono szereg zarządzeń, które, wykonane w ciągu dwóch tygodni, powiększą pojemność etapu do 20.000 ludzi, umożliwią przeprowadzenie całej procedury zarejestrowania, odkażenia, dwukrotnego kąpania i szczepienia w ciągu pięciu dni bez dłuższego przetrzymywania uchodźców w obozie, oraz dadzą do rozporządzenia uchodźcom środki komunikacyjne dla przewożenia ich bagażu od kolei i wewnątrz po etapie.

## ROZMAITOŚCI

### Fiasco zarządzeń sowieckich.

«Wola Rosji» dowiadyuje się z Rygi, że w związku z klęską głodową w Rosji daje się odczuwać silne zaniepokojenie w sferach sowieckich. Próby zorganizowania robót publicznych nie dały pożądanego rezultatu. Ludność ucieka ze swych siedzisk. Pomoc pieniężna nie daje żadnej ulgi, gdyż nie ma co kupować. Kamieniew z ramienia rządu pertraktuje z działaczami społecznymi o konieczności wyjazdu zagranicę, dla zorganizowania pomocy dla wymierającej ludności. Nadzieja na wpływy z podatków w naturze nie jest realna, gdyż nie zdołano nawet zorganizować aparatu urzędniczego, koniecznego dla zbierania tego ostatniego.

### Przeciwko pochodowi głodnych.

Rząd sowiecki poczynił zarządzenia celem powstrzymania pochodu ludności głodującej na Moskę. Masy głodujące dotarły już do Kazania. Trocki odjechał do Tambowa, gdzie jako dyktator ma zorganizować opór wojsk przeciw pochodowi.

### Stan obecny armji czerwonej.

Prasa sowiecka donosi, że na czele czerwonej armji stoi rewolucyjna rada wojenna pod przewodnictwem Trockiego. Do sztabu należą generałowie b. armji carskiej, Trockiemu zaś przydzielono komisję ekspertów wojskowych z generałem Brusilowem na czele. Prócz tej najwyższej instancji posiada czerwona armja 3 inspektorów generalnych: piechoty, kawalerji i artylerji. Inspektorem artylerji jest b. gen. Scheideman.

### Spis ludności w St. Zjednoczonych.

Przeprowadzony ostatnio w St. Zjednoczonych spis ludności daje następujące wyniki: Nowy Jork: 6.574.477 mieszkańców, Chicago 2.701.705, Filadelfja 1.952.250, Detroit 1.118.137, Boston 1.071.897, St. Louis 839.664, Cleveland 796.841, Baltimore 733.828, Pittsburgh 681.411, Los Angeles 576.673 (za pobytu Sienkiewicza było to jeszcze miasteczko), Buffalo 524.693, Cincinnati 512.651, San Francisco 506.676. Stolica kraju Waszyngton liczy tylko 437.571 mieszkańców. Statystyka ta wykazuje, że wszystkie większe miasta leżą na wschodnim brzegu Ameryki. Największe miasto Kanady liczy tylko 470.480 ludzi. Natomiast stolica mormonów Salt Lake City, aż 118.110.

### Raj sowiecki a zgniła Europa.

Ze wszystkich stron Rosji, jak donoszą urzędowe pisma rosyjskie, dochodzą głosy o wydanej pomocy proletariatu dla głodnych. Zapewne drukują nowe banknoty i pocieszające broszurki, że Europa bardziej jest zgniła niż Rosja. Ale mimo te świetne środki — ludność rosyjska umiera z głodu i trzeba jej pomóc.

### Wojna domowa we Włoszech.

Walki pomiędzy włoskimi «Fascisti» i komunistami przybierały w ostatnich tygodniach rozmiary prawdziwej wojny domowej; dość powiedzieć, że w poszczególnych «bitwach» padało po kilkudziesięciu zabitych i setki rannych. Kilkakrotne próby zawarcia pokoju nie doprowadziły dotychczas do rezultatu. Ostatni pokój miał być zawarty 29 lipca przy udziale reprezentantów rządu. Jednak strony wojujące widocznie niezbyt liczą na pokój, skoro «Fascisti» przystąpili do organizowania pierwszego swego szwadronu konnicy.

MARYA KONOPNICKA

## MIŁOSIERDZIE GMINY

KARTKA Z HOTTINGEN (w Szwajcarii).

(ciąg dalszy)

Zebrać przecież nie pójdą, nie wolno. Czy tylko będzie w czem wybrać?... Pod jesień słabnie to, jak muchy. Wolałaby babę... Phil! weźmie i dziada, jak baby nie będzie. Aby od biedy, aby od biedy! A czy to mało tej chołoty w gminie? Tygodnia niema, żeby do kancelaryi nie ściągała jaka mizerota, której się zdaje, że już nie poradzi robocie. Nieprawda! Takiego dobrze docisnąć, to i za młodego obstanie od nagłego razu. A i to błogie, co tam gmina doda. Nie raz, nie dwa, jeszcze taki swego nie przeje, a już go śmierć ścisnie. Hoppingerom się trzydzieści franków po starej Reguli zostało, co ją na wiosnę z kancelaryi wzięli. A Egli? Egli więcej, niż w parobka, w Aloisa orał, a jeszcze połowy zapomogi nie wydał, kiedy stary zipnął. Pan Bóg miłosierny niczyjej krzywdy nie chce!

Tu wdowa wzdycha, a czarny kamlotowy kaftan podnosi się zszelstem na jej szerokich piersiach.

Ale jeden i drugi ogląda się ku drzwiom. Cemu nie przyszedł Probst? Spodziewano się, że pierwszy do licytacji stanie, a jego dotąd niema. Uciecha nareszcie w sali, a pan radca podnosi głowę od biurka, przy którym stojąc, czytał papier jakiś.

Jest to młody jeszcze, przystojny i okazały szatyn, którego niewielka łysina niemal że nie szpeci wcale. Twarz ma mięsistą, okrągłą, wąs rudawy, spojrzenie otwarte, jasne. Ubrany z pewnym wykintem, u szwajcarskich urzędni-

ków niezwykłym. Szczególnie uderza śnieżny gors u koszuli, na którym błyszczą drobne złote spinki. Podniósłszy głowę, pan radca oczy mruży i z nad złotych okularów po obecnych patrzy. W tej chwili właśnie woźny drzwi zamyka. Zdaje się, że już nikt więcej nie przyjdzie.

— No, moi panowie — odzywa się pan radca, przeciagając palcem tłustej białej ręki pomiędzy przyciasnym kołnierzykiem, a pełną nieco nabrzmiałą szyją. — No, moi panowie, mamy, dziś, jak wiecie, posiedzenie sekcji dobroczynności w gminie. Czy tak?

— Tak, tak! — odzywa się kilka głosów w sali.

— A więc, moi panowie — dodaje radca, zapuszczając palec między kołnierzyk a kark, kładący się na nim fałdą tłustej skóry — a więc możemy zaczynać!

— Tak, tak! — odzywają się ponownie głosy. Ale pan radca, świeży urzędnik z wyborów, nie lubi tracić sposobności do małych przemówień, któreby gruntowały popularność jego. Chrzęka tedy i, oparłszy obie dłonie na pulpicie swego biurka, tak rzecze:

— Wiadomo panom, jak opiekuńcze są ustawy gminy. Wiadomo panom, że gmina nie dozwala cierpieć nędzy żadnemu z członków swoich. Ociera łyż, odziewa nagich, karmi głodnych, bezdomnym daje dach nad głową, słabych wspiera.

Tu czując, że mu się ten frazes udał, robi krótką, lecz znaczącą pauzę. Obejmuje potem oczyma obecnych i tak mówi dalej.

— Ustawy gminy są ustawami chrześcijańskiego miłosierdzia; są one nie tylko naszą zdobyczą cywilizacyjną, ale naszą chlubą. Tak jest, panowie, one są naszą chlubą! Wiadomo panom, że młodość nie trwa, siły opuszczają, choroba i bieda łamie. Jest to powszechne prawo, któremu ulega świat cały. Ale nasza gmina podejmuje

walkę z tem prawem. W jaki sposób? W bardzo prosty: przygarnia tych, których skrzywdziło życie, przygarnia nędzarzy i wydziedziczonych, przygarnia kaleki i niemocne starce!

Tu pan radca dziwi się, że mu tak dobrze idzie, i znów robi pauzę. Żal mu poprostu, że słucha go tak mała garstka ludzi. Taka mowa, wypowiedziana na jakimkolwiek dużym zebraniu, zrobiłaby mu imię. Zaczem z wysoka rzuca okiem na salę i tak kończy:

— Tak jest, moi panowie! Gmina przygarnia ich i, godząc rozumną rachubę z porywami serca, mówi: starzec ten, nędzarnik ten, ten kaleka nie może już żyć ze swej pracy. Owszem, nie może już pracować. Nie ma on rodziny, która by go żywić mogła, lub też ma rodzinę biedną, której praca ledwo starczy, by głodu nie zaznać. Mamże go puścić, by się włożył po drogach, jako wstrętny żebrak? Nigdy!

Potrząsa głową energicznie, i podnosząc głos, mówi:

— Woźny, wprowadź kandytata!

Woźny przechodzi szerokim krokiem salę i znika we drzwiach bocznych, do małej komórki, służącej niekiedy za kożę, wiodących; między zebranymi szerzą się półgłośnie szmery, a pan radca stoi z podniesioną ręką, żeby nie wychodzić z pozy. Uplywa krótka chwila. Nagle w drzwiach bocznych ukazuje się naprzód głowa, dygocąca na cienkiej, wychudłej szyi, potem kolana, ku przodowi zgięte, potem stopy, resztką obuwia ozute, potem ręce zgrabiłe i drżące, które się uszaków drzwi z obu stron chwytają, żeby dopomóc nogom przez próg, a wreszcie grzbiet, w pałakzgięty. Jest to Kuntz Wunderli, stary tragarz, którego wszyscy znają.

W sali zapanowyywa szmer głośniejszy nieco.

(dok. n.)

**Unarodowienie Jasnej Polany.**

Posiadłość Lwa Tołstoja — Jasna Polana wraz z parkiem i lasem została uznana za własność narodową rosyjskiej federacyjnej socjalistycznej republiki sowieków. Zarząd posiadłości obejmuje komisariat ludowy oświaty.

**Rokowania faszistów z socjalistami.**

Rokowania między socjalistami i faszistami można uważać za ostatecznie zakończone. Obu stronom przedłożony będzie układ do podpisania. Wśród warunków znajduje się klauzula, że obie strony zobowiązują się zwrócić przedmioty zabrane w klubach i izbach robotniczych podczas ostatnich starć.

**Bojkot towarów angielskich w Indjach**

Bojkot polityczny, zwrócony przeciwko instytucjom, wprowadzonym w Indjach przez rząd angielski, rozszerza się obecnie na teren ekonomiczny. Ghandi, przywódca ruchu bojkotowego, ogłasza obecnie « rozkaz » do detalistów, handlujących wyrobami bawełnianymi, że mają w przeciagu miesiąca pozbyć się swych zapasów towaru i odtąd już obcych wyrobów nie sprzedawać. Pod obcymi w pierwszej linii mały rozumieć angielskie, których import do Indji przekraczał sumę 50 milionów funtów sterli. Fabryki włókiennicze istniejące w Indjach mogą podobno zaspokoić 40 proc. zapotrzebowania, resztę Ghandi ma nadzieję pokryć przez stowżenie przemysłu domowego.

**Nota Hymansa.**

Ponieważ projekt Rady Ligi Narodów w sprawie wileńskiej został przez Litwę odrzucony, przez Polskę zaś przyjęty z zastrzeżeniami, przeto Hymans wystosował w imieniu Rady pismo do obu rządów, w którym zaznacza, że nie wywiązałby się należycie z powierzonej mu przez Radę Ligi Narodów misji, gdyby nie starał się o ponowne nawiązanie kontaktu między delegacją polską a litewską. Hymans zwraca się przeto do Polski i Litwy z propozycją wysłania na dzień 25 sierpnia do Genewy swych delegatów, w celu wznowienia rokowań. Komisja wojskowa w oczekiwaniu rezultatów proponowanych rokowań pozostawać będzie na miejscu.

**Najazd głodnych na Ukrainę.**

Rada komisarzy ludowych w Moskwie zdecydowała przesiedlić półtora miliona robotników rosyjskich wraz z rodzinami do gub. podolskiej i wołyńskiej na wyżywienie. Licząc, że rodzina robotnika składa się przeciętnie z 5 osób, wypada, że dane gubernie będą zmuszone wykarcić dodatkowo 7.500 tysięcy ludzi.

Początkowo władze rozmieszczą będą po 5 tysięcy osób na każdy powiat; w samym Kijowie jest 75 tysięcy robotników, którzy oczekują na wyjazd.

**Wiadomości Telegraficzne**

(Express Telegraph de l'Est — 12, r. du Helder, Paris.)

**Prasa polska o decyzji Rady Najwyższej.**

Wiadomość o postanowieniu Rady Najwyższej ogłoszona w Warszawie i w wszystkich większych miastach osobnymi wydaniem dzienników, sprawiła wszędzie we wszystkich warstwach społeczeństwa głębokie wrażenie.

**Gazeta Warszawska.**

« Opinia publiczna w Polsce przyzwyczaiła się już do różnych niespodzianek ze strony Rady Najwyższej. Ale ostatnia decyzja tej Rady, odsyłająca sprawę G. Śląska do Ligi Narodów, jest istotnie dziwaczna. Ta decyzja kompromituje Radę Najwyższą. To, co zaszczyt, trzeba przypisać najwidoczniej zaocierzeniu Lloyd George'a. Trzeba równocześnie stwierdzić, że prezydent francuskiego gabinetu uczynił wszystko, co było można, aby problem górnośląski został załatwiony sprawiedliwie i pomyślnie dla Polski.

**Kurjer Warszawski.**

« W chwili krytycznej roku zeszłego, podobnie jak obecnie, dyplomacja i rząd francuski zasłużyły za swe zachowanie się na podziw i głęboką wdzięczność narodu polskiego. Kierownicy francuscy prowadzili walkę zażartą o rozwiązanie problemu górnośląskiego w duchu polskim. Trzeba podkreślić, że w tej sprawie zapatrywania rządu francuskiego, ekspertów i prasy zgadzały się w sposób bijący w oczy. W ostatniej chwili, nie chcąc uczynić ustępstwa na niekorzyść Polski, wobec groźby zerwania

natychmiastowego z Anglią, skorzystano z art. 11 paktu Ligi Narodów, aby odłożyć jeszcze raz ostateczną decyzję.

**Naród.**

« Jeżeli decyzja obecna nie stanowi pogwałcenia Traktatu Wersalskiego, to w każdym razie jest jego obejściem. Kwestja bierze najwidoczniej obrót niekorzystny dla nas.

Rada Najwyższa, przekazując sprawę Lidze Narodów, wyszła z ram Traktatu Wersalskiego. Na terenie międzynarodowym odpowiedzialność za skutki tej niesprawiedliwości jest bardzo ciężka.

**Robotnik.**

« Kwestja górnośląska została w zawieszeniu. Ludność górnośląska będzie cierpieła w dalszym ciągu, straciwszy nadzieję w sprawiedliwe załatwienie. Górny Śląsk będzie nadal ogniskiem zamieszek, rozruchów i anarchji. Dla Polski ta decyzja jest fatalna. Ten stan niepewności jest w wysokim stopniu szkodliwy dla ekonomicznego i finansowego rozwoju kraju.

**o Kwestja wileńska.**

Delegacja wileńska w Warszawie urządziła konferencję w sali ratuszowej, w dniu 12 b. m. Przemawiali: szef delegacji, profesor Parczewski i przedstawiciel kolejarzy wileńskich, Kowalski. Zebrani uchwalili rezolucję, stwierdzającą, że ludność Litwy Wileńskiej jest polską bez zastrzeżeń, oraz protestującą przeciw projektowi rozwiązania armji Żeligowskiego, która jest jedyną gwarancją praw politycznych ludności wileńskiej. Rezolucja domaga się również przyłączenia do Polski terytorjum Wilna i części Litwy Kowieńskiej z większością polską.

**o Delegacja wileńska u pułkownika Chardigny.**

Pułkownik Chardigny, delegat Ligi Narodów, przyjął delegację wileńską w pałacu minist. spraw zagr. w Warszawie i miał z nią rozmowę o charakterze prywatnym. Delegaci zwrócili uwagę pułkownika na stronnictwo zapatrywania Ligi Narodów, która domaga się rozbrojenia armji Żeligowskiego, a nie wymaga podobnych zobowiązań od Litwy Kowieńskiej, gdzie stanowiska techniczne i instruktorskie w armji zajmują po większej części Niemcy i Rosjanie. Pułkownik Chardigny zaprzeczył tym twierdzeniom, oświadczając, że według jego własnych badań w służbie technicznej armji kowieńskiej jest w szóstym 30 Niemców i jeden Rosjanin. W każdym razie pułkownik Chardigny przyznał, że odpowiedzialność za niepowodzenie układów polsko-litewskich spada na Litwę Kowieńską.

**o Oficjalna prasa sowiecka o położeniu w Rosji.**

Dziennik *Prawda* pisze o pomocy dla Rosji. « Miliony wieśniaków i robotników zgłodniałych skierowywa swój wzrok ku Zachodowi, ale robotnicy zachodni nie śpieszą się z pomocą swym towarzyszom. Tymczasem burżuazja wszystkich krajów czyni wysiłki, aby obalić rząd wieśniaków i robotników rosyjskich. W centrach przemysłowych Ameryki i Europy niewolnicy kapitału chcą znaleźć nową broń dla walki z rewolucją rosyjską. Burżuazja Europy zachodniej spodziewa się, że proletariusze rosyjscy obalą władzę robotników. W takich warunkach nie możemy nigdy oczekiwać pomocy ze strony tej burżuazji. Tylko sami proletariusze mogą pomóc republice sowieków i ocalić ją.

**o Podróż amerykańskiego dyplomaty przez Syberję.**

Ambasador Stanów Zjednoczonych w Chinach, Coows, przybył do Rygi z Pekinu, przebywszy całą Syberję i Rosję europejską i posługując się dawną koleją syberyjską. Podróż odbywał we własnym wagonie i płacąc szeroko dolarami. Toteż władze sowieckie wszędzie go przepuszczały bez trudności.

**o Podziękowanie polskiego ministra francuskiemu pułkownikowi.**

Minister wojny, gen. Sosnkowski, wystosował list do pułkownika Loir, odjeżdżającego z Polski, w którym to liście wyraża mu najserdeczniejsze podziękowania za usługi, oddane armji polskiej.

**Na Górnym Śląsku**

**o Okrucieństwa niemieckie.**

Powstaniec polski, któremu udało się zbiedz ze szpitala niemieckiego, opowiada fakty następujące:

« Po bitwie pod Emilienhofem, dnia 8 czerwca,

Apprenez le FRANÇAIS  
et les autres LANGUES VIVANTES

**A L'ÉCOLE BERLITZ**

31, boulevard des Italiens

Prospectus Q franco. sur demande

**UCZCIE się FRANCUSKIEGO i innych**

**JĘZYKÓW NOWOŻYTNYCH**

**w SZKOLE BERLITZ'A**

31, boulevard des Italiens

Prospekty Q bezpłatnie, na żądanie.

**IMPRIMERIE LEVÉ**

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-43

Wykonujemy wszelkie druki polskie. Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską.

**Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu**

**A. MAKOWSKI**

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

dostałem się do niewoli niemieckiej, razem z 12 innymi powstańcami, z których 9 było ciężko rannych. Żołnierze Selbstschutzu rozkazali tym rannym wykopać doły, w których ich następnie żywcem zasypano. Następnie rozstrzelano dwóch innych powstańców.

**o Niemcy palą na Górnym Śląsku.**

Dnia 3 b. m. Niemcy podpalił w kilku miejscach wieś Gieszowice oraz lasy, należące do miasta Katowic. Stosstruplerzy uniemożliwili strażakom wszelką akcję ratunkową, strzelając do nich z karabinów. Upał 40 stopni ułatwił w wysokim stopniu pożar, który przedostał się do lasów w okręgu pszczyńskim. Ten jednak ostatni pożar udało się ugasić, gdy natomiaz w sąsiednich miejscowościach pożar trwa dalej. Miejscowe dzienniki niemieckie przyznają same, że pożar jest dziełem Niemców.

**o Jak na Górnym Śląsku przyjęto decyzję Rady Najwyższej?**

Koła polskie na G. Śląsku wyrażają przedewszystkiem niepokój, że sprawa będzie znów się ciągnąć w nieskończoność. Niemcy równocześnie nie kryją się ze swymi zamiarami. Ogłaszają otwarcie, że zmasakrują całą ludność polską. Tajne organizacje niemieckie na Górnym Śląsku oczekiwały tylko na decyzję Rady Najwyższej, aby rozpocząć akcję zbrojną. Mnóstwo członków Orgeschu przybyło w przebraniu do Bytomia. Ludność z dnia na dzień wyczekuje w trwodze ataku niemieckiego.

**o Jak urzęduje cenzura angielska na Górnym Śląsku?**

Cenzor prasowy w Bytomiu, anglik Vost, wykonuje swe czynności z niesłychaną stronnictwością. Prasie polskiej zakazał ogłoszenia mowy Brianda na posiedzeniu Rady Najwyższej, a potem wszystkie ustępy ważniejsze z tej mowy skreślił. Dziennikom polskim nie wolno również wspominać o terrorze Niemców i prostować jakichkolwiek oszczerstw ze strony prasy niemieckiej.

**o Orgesch przy pracy.**

Żołnierze Orgeschu zatrzymali samochód, wiozący przedstawiciela rządu polskiego, i wypuścili go jedynie za wdaniem się żołnierzy aljanckich.

**DENTYSTA POLAK**

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32  
(Nord-Sud St. Georges)  
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie  
operacje dentystyczne.  
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele  
i święta tylko od 9—12.  
Dla pracujących w biurach i magazynach  
w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

**POLSKIE BIURO BUREAU POLONAIS**  
3 bis, rue Emile-Allez, Paris (17°).

Tłumaczenia, przepisywanie na maszynie, lek-  
cje polskiego i francuskiego, lekcje zbiorowe  
wieczorem, we wtorki i piątki od 8-9, po 3 fr.  
lekcja. Sporządzanie aktów prawnych, porady  
prawne przez adwokata. Ceny przystępne.

**FOURRURES — PELLETERIES****E. ROSNER & C<sup>ie</sup>**

48, rue du Colisée, PARIS (8°)

Tél. : Elysée 21-46

**W sprawie powrotu do Polski**

Na liczne zapytania w sprawie powrotu do  
Polski pośpieszamy odpowiedzieć co następuje.  
Powrót przez Niemcy jest tańszy i krótszy,  
niż przez Toul. Dodać jednak należy, że przez  
Niemcy trzeba opłacać bagaż, co zwiększa nie-  
mało kosztu przejazdu.

Powrót przez Toul trwa około trzech do czterech  
dni wprawdzie, i jest kosztowniejszy, ale z  
drugiej strony, przedstawia tę dogodność, że  
można przewieźć bez osobnej dopłaty wszelkie  
bagaże, bez żadnych ograniczeń co do ich wiel-  
kości i ciężaru, a powtórnie w cenę przejazdu  
wlicza się żywność przez całą drogę. Poza-  
tem przedstawia tę jeszcze dogodność, że przez Toul  
podróżuje się za paszportem zbiorowym, co  
zwalnia od wszelkich kłopotów, a powtórnie, jak  
się to często zdarza, do Toul nadsyłają zagubione  
paszporty, więc osoba, która zgubiła swój pasz-  
port, ma widoki odnalezienia go tamże.

Ponieważ pociągi z Toul odchodzą nieregularnie,  
więc po wszelkie wyjaśnienia co do daty  
najbliższego odejścia, jak i ze wszelkimi zapy-  
taniami w związku z podróżą, należy zwracać się  
(po polsku) pod adresem : Dépôt des Travail-  
leurs étrangers — Toul — M. et Mlle.

Rozkład pociągów przez Niemcy i cenę biletów  
podamy w najbliższych numerach Polonii.

**KRONIKA****◊ Zakupno dzieł polskich artystów przez rząd francuski i miasto Paryż.**

Na wystawie polskiej, która miała miejsce w  
Grand Palais, rząd francuski zakupił dzieła  
(obrazy i rzeźby) następujących artystów :

Bogucki Władysław, *Madonna*. — Ruszczyk  
Ferdynand, *Pierwszy powiew wiosenny*. Pankie-  
wicz Józef, *Kwiat*. — Kuna Henryk, *Główna  
dziecka*. — Weiss Wojciech, *Odpoczynek arty-  
sty*. — Wityg Edward, *Ewa*.

Miasto Paryż zakupiło Ksawerego Dunikow-  
skiego *Fontannę* i Władysława Jarockiego *Po-  
wrót z Kościoła*.

**◊ Nabożeństwo pamiątkowe.**

W poniedziałek, dzień Wniebowzięcia, odby-  
ło się w kościele polskim, Assomption nabożeń-  
stwo pamiątkowe w pierwszą rocznicę odparcia  
najazdu bolszewickiego na Polskę.

Nabożeństwo odprawił ks. Józef Kowaliński  
z Rzymu, który wygłosił kazanie okoliczności-  
we. Przemawiał również ks. prałat Posławka.  
Obaj kapłani, nawiązując [do ostatniej decyzji  
w sprawie górnośląskiej, wypowiedzieli szereg  
uwag słusznych, które silnie sprawiły wrażenie  
na zebranej — niestety niezbyt licznie — publi-  
czności polskiej.

**BIENENFELD JACQUES****KUPEJE :** Perły. Drogie Kamienie.  
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

**TYGODNIK ILLUSTROWANY**

sprzedaż pojedynczych numerów TYGODNIKA,  
przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK  
i ogłoszeń do TYGODNIKA  
w Księgarni POLONII,  
3 bis, rue La Bruyère. Paris.

**Pierwszy Polski Sklep  
Artykułów Piśmiennych.****ROMAN REMBELSKI**

Przyjmuje prenumeratę na **dzienniki war-  
szawskie** (16 fr. miesięcznie z przesyłką) :  
*Kurjer Poranny* — *Robotnik* — *Rzeczpospolita*  
zarazem poleca **KSIĄŻKI POLSKIE**  
3, rue Fourcy. — Paris IV.

**WIEK XX** *Miesięcznik polityczno-społeczny*  
pod redakcją Władysława Włocha  
wychodzi w Warszawie, do nabycia w admini-  
stracji Polonii, cena za numer 2 fr. 50.

**Pierwszorządny dom paski****JEAN GASIOROWSKI**

Robes, Manteaux et Tailleurs

Créations de Modèles

Maison MAILLET

14, rue Duphot

PARIS

Téléph. Gutenberg 71-67.

**◊ Z Sokoła Paryskiego.**

Najbliższe zebranie Sokoła odbędzie się w  
sobotę d. 20 sierpnia o godz. 9 w. w sali Cho-  
pe la Fontaine (36, rue Richelieu).

**OFIARY****Na Górny Śląsk.**

Złożyli w adm. Polonii pp : Waszkiewicz z  
Aulnay 15. — Piotr Monka z Rouen 100 fr.  
Wysłano do komitetu górnośląskiego w Warsza-  
wie w d. 6 sierpnia 1921 za pośrednictwem  
Banku dla Handlu i Przemysłu, za kwitem nr  
1235 marek polskich 148.000.

**Na Czerwony Krzyż.**

Złożyli w adm. Polonii p. F. Zawada z Hilary  
au Temple 2 fr. 25.

Wysłano do Czerwonego Krzyża w Warsza-  
wie w dniu 6 sierpnia 1921, za pośrednictwem  
Banku dla Handlu i Przemysłu, za kwitem nr  
1.234 marek polskich 153.476.

**Dla lwowskich studentów.**

Złożono w adm. Polonii : p. Piotr Monka z  
Rouen 50 fr. Z gloszonemi w nr Polonii 32 ra-  
zem franków 75. Przekazano na ręce P. B. Koz-  
kiewiczza, skarbnika paryskiego komitetu pomocy  
dla st. lwowskich.

**Na ofiary wojny w Polsce.**

Złożono w adm. Polonii : P. Piotr Monka z  
Rouen 45 fr.

**Doktor J. MALINIAK**

b. Asystent paryskich szpitali miejskich  
Przyjmuje 34, rue Greuze (XVI<sup>e</sup>), metro Troca-  
dero. — Tel. Passy 20—65 codziennie prócz  
niedziel i świąt od g. 6 do 7 w.

**ANTIQUITES & OBJETS D'ART****J. BAUER**

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne,  
bronzę, makaty.

**CAFÉ DE LA ROTONDE** Rendez-vous  
105, boulevard des Arts, Rzeźbiarzy, Muzyków,  
Montparnasse Literatów Polskich i polskiej  
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

**Compagnie Générale Transatlantique**  
PARIS — 6, RUE AUBER**LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU**

Szybkie parostatki

dla podróżujących I<sup>ej</sup>,  
II<sup>ej</sup> i III<sup>ej</sup> klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

**Pociągi specjalne z Paryża do Havru.**

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

**MŁODY CZŁOWIEK**, lat, 26, władający biegle  
polskim, francuskim, rosyjskim i niemieckim,  
poszukuje zajęcia w banku lub biurze. Zgłosze-  
nia dla A. F. do Polonii.

**I. LITCHENKO**

Krawiec męski

8, RUE DE DURAS — PARYŻ (VIII<sup>e</sup>)

Zniżka cen przez cały miesiąc

Kostjum 350 do 550 fr. zamiast 800 fr.

Przygotowania do egzaminów. — *Fortepjan i  
solfège*. — *Dyplomy : francuski, angielski, nie-  
miecki i rosyjski*. Wzmianka zaszczytna w Pa-  
ryżu, **MILDÉ**, 19, rue de l'Arc-de-Triumph.

**Radziwiński Klemens**, 109, r. Legendre,  
Paryż poszukuje miejsca służącego (**Valet de  
Chambre**) mówi po polsku, po francusku i po  
rosyjsku.

**RYNEK PIENIĘŻNY**

Paryż dnia 17 sierpnia 1921.

Funtów angielskich.....	47 fr. 41
Dolary amerykańskie.....	13 fr. 05 1/2
Franki belg.....	98 1/4
Franki szwajc.....	2 fr. 19 1/4
Marki niem.....	14 1/2
Korony czeskie.....	15 1/2
Leje rumuńskie.....	15 5/8
Korony austr.....	1 1/2
Liry włoskie.....	56
Marki polskie.	
Banknoty.....	0 63 1/2 — 67
Czeki na Warszawę.	0 60 1/2 — 63 1/2
Tysiąc marek polskich..	6 fr. 35

Przejezdnym Rodakom Administracja POLO-  
NII udziela bezinteresownie wskazówek i infor-  
macji we wszystkich kwestjach i sprawach ban-  
kowych, przemysłowych, handlowych, konsu-  
larnych. Można zgłaszać się codziennie, między-  
godziną 5 a 6 po południu.



## PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:  
KWARTALNIE..... 12 fr.  
PÓLROCZNIE..... 24 fr.  
ROCZNIE..... 46 fr.  
NUMER ŚRODOWY... 40 c.  
NUMER SOBOTNI... 75 c.

## Zagranicą:

ROCZNIE..... 50 fr.

## TELEFON:

TRUDAINE 61.42

# POLOONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku)

i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)

et chaque samedi (en français et en polonais)

## ABONNEMENTS

Paris et Départements :  
TROIS MOIS..... 12 fr.  
SIX MOIS..... 24 fr.  
UN AN..... 46 fr.  
NUM. DE MERCREDI... 40 c.  
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

## Etranger:

UN AN..... 50 fr.

## TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3<sup>bis</sup>, rue La Bruyère, 3<sup>bis</sup> — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

## Kwestja Irlandzka

Z chwila, kiedy Anglja stanęła otwarcie i bez żadnych zastrzeżeń w szeregach naszych wrogów, jest obowiązkiem polityki zewnętrznej Polski podjąć rzuconą jej przez Lloyd George'a rękawicę i pracować wszelkimi siłami i środkami nad osłabieniem swego przeciwnika, a prasy polskiej informowanie społeczeństwa o wszystkim, co się w Anglji dzieje.

Potęga Anglji opiera się dotychczas na jej posiadłościach kolonialnych, rozłożonych we wszystkich częściach świata. Kanada w Ameryce północnej, Indie Wschodnie w Azji, Egipt i południowa Afryka, wreszcie Australja — to składowe części wielkiego imperjum brytyjskiego, nie mówiąc o innych drobniejszych, ale równie ważnych jak n. p. ważne punkty strategiczne, rozsiane po Morzu Śródziemnym, a zapewniające Anglji swobodne korzystanie z tego morza.

Kolonje te dostarczają Anglji żołnierza, podatków, produktów surowych, są odbiorcami na angielskie wyroby przemysłowe, a przedewszystkiem są prefekstem i pozwalają — jak niegdyś w starożytności związkowi państw greckich — utrzymywać Anglji potężną flotę handlową i wojenną, nieodzowny środek do panowania nad światem.

Przygnięzione ciężką ręką angielskiego imperjalizmu, kraje te niejednokrotnie zrywały się do odzyskania niepodległości. Pamiętamy z przed laty dwudziestu kilku wojnę burską, jesteśmy stale świadkami ustawicznych ruchów w Indiach Wschodnich, to znów w Egipcie, który nie jest nawet kolonją angielską w czystym znaczeniu tego słowa, ale krajem, okupowanym przez Anglików przed laty czterdziestu, pod pozorem obrony władcy egipskiego, czyli kiedyś, przed powstańcami, a w rzeczywistości dla trzymywania w rękę ważnego punktu strategicznego, broniącego kanału Suezkiego, to jest drogi morskiej do Indji Wschodnich.

Niektórym z tych krajów Anglja przyznała w czasach ostatnich względnie obszerną autonomję, tak: Kanadzie, Afryce południowej i Australji. Dominia te żyją odtąd w stosunkach dobrych z metropolją, a podczas wojny światowej pułki kanadyjskie, australjskie, a nawet indyjskie spłaciły suto przelaną krwią swój podatek.

Ale ta niejednolitość państwa angielskiego istnieje nie tylko poza Europą. Anglja europejska złożona jest z dwóch wysp: większej, wschodniej, której część południowa stanowi właściwą Anglję, a północna Szkocję, oraz mniejszej, zachodniej, to jest Irlandji.

Za czasów rzymskich obie wyspy zaludnione były w całości przez mieszkańców rasy celtyckiej, tej samej, co ówczesna Gallia (dzisiejsza Francja) i dzisiejsza francuska Bretanja. Od V wieku po Chr. zaczęły się na te wyspy najazdy germańskich Anglów i Saksonów, a wreszcie germańscy również Normanowie dokonali ostatecznie podboju dzisiejszej właściwej Anglji. Wytwarzający się w następstwie naród angielski zachował wszystkie cechy germańskie, z dominującą żądzą podbojów, czego doświadczyła na sobie Francja w stułetniej wojnie, w XIV i XV wieku, słynnej z wystąpienia narodowej bohaterki — żołnierza, Joanny d'Arc.

Obok królestwa angielskiego utrzymała się jednak celtyckie królestwa Szkocji i Irlandji, a nawet w samej Anglji do dziś dnia na półwyspie Kornwalji, a zwłaszcza w księstwie Walji, w zachodniej części wyspy, żyją resztki ludności celtyckiej, mówiącej odrębnym swym językiem. Celem z pochodzenia jest sam Lloyd George,

będący charakterystycznym przykładem, nie raz w historii zaobserwowanym, człowieka, który poszedłszy na usługi najeźdźcy, stał się zazartym prześladowcą własnej rasy.

Szkocja dłużej od Irlandji utrzymała swą niezawisłość, ale przyjąwszy protestantyzm (kalwinizm), pogodziła się rychło z protestancką (anglikańską) Anglją i dziś niema mowy o jakimś ruchu separatystycznym tego kraju, mimo że górale szkoccy zachowali swą odrębność rasową i język.

Irlandja zaznała najazdów angielskich już od XII wieku. Stała się podbijana, upadła po kilku wiekach bohaterskiej obrony, a kiedy w XVI wieku Anglja zerwała z Rzymem, do prześladowania narodowego w Irlandji dołączył się niestychany ucisk religijny, który za czasów Kromwela, w połowie XVII w. doszedł do maksimum ale i potem nigdy nie ustał. Wyzuci z ziemi własnej, musieli ją uprawiać Irlandczycy, jako najemnicy, dla angielskich lordów. Kilkuwiekowe te prześladowania są tak straszna hańba w dziejach świata, że jej Anglja nie zmyje nigdy, ani pewnym dorobkiem kulturalnym na polu nauki i sztuki, ani bardzo wątpliwej wartości zasługami na polu szerzenia kultury nad Gangesem.

Najlepszym dowodem, że ta polityka była najpospolitszą zbrodnią, jest to, że w XIX w. sami Anglicy, a właściwie bystrzejsi z ich polityków rozpoczęli zmieniać ją, najprzód przywracając Irlandczykom ziemię, wydartą ich przodkom, a następnie próbując wprowadzić samorząd, poczynając od przywrócenia parlamentu, złączonego z londyńskim w samym początku XIX stulecia. Napotykały jednak i te najdrobniejsze ustępstwa niestychany opór samego społeczeństwa angielskiego, które zatrafiło wszelką najelementarniejszą drażliwość moralną, uważając Irlandczyków za naród niższy.

Wszak niedawno byliśmy świadkami, jak Lloyd George użył tego samego argumentu niższości co do Polaków w stosunku do Niemców.

Ale głównym sprzymierzeńcą w gnębieniu Irlandji znalazła Anglja w protestanckiej ludności, która przed dwoma wiekami osiedliła się w północnej części Irlandji, w prowincji Ulster. We wznowionej przed dziesięć laty kwestji samorządu Irlandji, czyli t. zw. *Home Rule'u*, ludność ta stała sprzeciwiała się wszelkimi siłami samorządowi Irlandji, a w każdym razie sądziła, na wypadek przyznania go, wyodrębnienia, gdyż za przykładem Anglji, uważa Irlandczyków za naród niższy.

Te półśrodki okazały się jednak za spóźnione i dziś Irlandja żąda zupełnej niepodległości. Nie pomogły Anglji krwawe wyroki nad patryjotami irlandzkimi, nie pomogła systematyczna wojna od długiego czasu tocząca się w Irlandji. Irlandja ogłosiła się dawno republiką, wybrała swój parlament i swego prezydenta, którym jest de Valera. Anglja musiała kapitulować i wejść w układy z prezydentem narodu *niższego*, na którego głowę jeszcze niedawno była cena nalożona.

Z końcem ubiegłego miesiąca Lloyd George imieniem rządu angielskiego zaproponował irlandzkiemu naczelnikowi, że zgadza się na przyznanie Irlandji takiej autonomji, jaką mają dominja, to jest Kanada, Afryka południowa i Australja, ale zastrzega sobie opiekę wojenną nad wyspą, żąda od Irlandji rekruta i udziału w długu angielskim, a co najważniejsza domaga się zachowania odrębności Ulsteru i jego niezawisłości od właściwej Irlandji. Odpowiedź irlandzka brzmi stanowczo i kategorycznie. Żadnego udziału w długach angielskich, żadnego rekruta, o losie Ulsteru stanowić będzie sama

Irlandja, jednym słowem zupełna niezawisłość państwa. « Rozdział przyjacielski, ale stanowczy ».

Gabinet angielski zebrał się w przedostatnią niedzielę i punkty irlandzkie odrzucił, zostawiając jednak furtkę do możliwości dalszych układów, czyli innemi słowy, usiłując za wszelką cenę zachować swą władzę zwierzchniczą nad Irlandją.

Sytuacja jest dla Anglji bardzo poważna. Kompletna niezawisłość Irlandji, to początek końca wielkości imperjum brytyjskiego, to hasło do oswobodzenia Egiptu, Indji Wschodnich, to jeszcze większe rozluźnienie z dominjami, a może i zupełna ich niepodległość.

Więc też Anglja broni się, jak może, i jest bardzo wątpliwe, aby załatwienie kwestji nastąpiło rychło. Wzmianki de Valery, aby niektóre punkty sprzeczne poddać sądowi państw obcych, Lloyd George odrzuca z oburzeniem. Wszystko, tylko nie to! A jednak! A jednak!

Czy Anglja nie widzi, że może nie ma na świecie państwa i narodu od niej bardziej znienawidzonego, że po stronie Irlandji, przynajmniej w cichości, jest cały świat, że nawet Francja (mówimy to na własną odpowiedzialność) jeżeli trzyma z nią, to z konieczności i z obrzydzeniem, że upadku Anglji czekają wszyscy (z wyjątkiem Niemiec) jako upadku ostatecznej zapory do powszechnej wolności?

A przecież nie jest rzeczą wykluczoną, żeby i narody germańskie nie mogły swego rozwoju i szczęścia szukać w pracy uczciwej, a nie w grabieży i rozboju. Mamy na myśli trzy narody skandynawskie i przykład pokojowego oderwania się Norwegii od Szwecji, które dokonało się z chlubą i honorem dla obydwóch tych państw.

Nawet Niemcy, które są narodem nawskróś drapieżnym i łotrskim, po upamiętaniu się mogą okupić swe zbrodnie i wejść do towarzystwa innych narodów z zamiarami uczciwymi. Coprawda, niejednego na to trzeba pokolenia. Czemużby i Anglja nie miała raz wreszcie stać się narodem, zasługującym na powszechny szacunek, a nie na smutne miano rozbójnika, jakim się dziś bez wyjątku powszechnie cieszy? Wszak szlachetniej być niezamożnym, ale uczciwym, niż magnatem, ale łotrem.

KAZIMIERZ HELLE.

Adam Grzymała — Siedlecki.

## CUD WISŁY

(dokończenie)

Wspominaliśmy powyżej o trzech strugach napadu bolszewickiego na Wisłę: Maciejowice, Warszawę i Płock. Widzieliśmy dotychczas, jak pierwsze dwa punkty zamiarów wroga: Maciejowice i Warszawa, zakończyły się sromotną dlań klęską. Pozostawał natomiast punkt trzeci: próba przeprowadzenia się przez Wisłę pod Płockiem i rzucenia mas kawaleryjskich na Kutno i Skierniewice. W tym też celu, nie bacząc na klęskę pod Dęblinem, na odwrót ku Brześciowi, sztab bolszewików zgromadził w Płockiem cały korpus jazdy pod dowództwem generała Gaja.

Czy ten zamiar mógł się być udać?

Na ludzki rozum rzecz biorąc, powinien się być udać.

Mógł by być nie spełnić wszystkich swoich obietnic, mógł by być nie zmusić armji warszawskiej do wycofania się ze swoich zwyciężczych stanowisk, bo w tym samym właśnie czasie

1921.60

jenerał Sikorski rozpoczął już bitwę pod Nasielskiem, która pozwoliła armii naszej północnej rnąć na tyły bolszewickie. Ale przedewszystkiem : los bitwy nigdy nie jest z góry przewidziany : bitwę Nasielską mogliśmy przegrać ; a następnie : nawet przy wygranej—korpus jazdy krasnoarmiejskiej mógł by przez kilka dni niszczyć Kutno, Łowicz, Sochaczew, Skierniewice, zapuszczać zagony aż pod Warszawę, rujnować koleje, wzbudzać popłoch w ludności.

Mógł by być do wszystkiego skutecznym dlatego, że na tym właśnie odcinku Wisły, od Wyszogrodu po Toruń, siły nasze były słabe. Nie było mowy, byśmy się mogli ilościowo przeciwstawić trzem dywizjom jazdy nieprzyjacielskiej, kilku pułkom piechoty i dość licznej artylerji.

Jenerał Gay wiedział dobrze o niefortunnym położeniu naszych wojsk. A widząc już, że zawiodły Maciejowice i Warszawa, zapagnął za wszelką cenę ocalić bolszewicką armię, którą wojska nasze osaczały pod Siedlcami. Postanowił jaknajrychlej zawiadnąć Płockiem, mostem na Wiśle i rzucić się na lewy brzeg Wisły.

Chcąc rozprószyć do reszty siły naszej obrony, zarządza dwa ataki na dwa inne mosty : w Wyszogrodzie i we Włocławku, a potem naraz po kilku godzinach niemal, przerzuca swój korpus przyspieszonym, kawaleryjskim marszem pod Płock, wdzierając się do miasta i docierając niemal do mostu. Ani pod miastem, ani w samym mieście nie zastaje żadnej obrony. I dopiero pod samą katedrą, więc już o kilkadziesiąt kroków od upragnionej Wisły, pędzące oddziały jego napotykną na ogień karabinów. Garstka żołnierzy naszych broni się z za barykad, wzniesionych na prędce w poprzek ulic.

Dowództwo rosyjskie liczy, że opór ten nie potrwa dłużej, niż pół godziny. Ale oto przechodzi cała godzina, druga, trzecia i wytrzymałość obrońców nie traci nic na sile. Po ilości barykad i po słabości ognia poznać łatwo, że tych obrońców niema więcej nad stu. I bronią się ! Wrychle staje się jasnym, że nie mają ani jednego karabinu maszynowego — a jednak nie ustępują. Wytrzymują morderczą siekaninę kulomiotów — i trzymają się ! Co więcej ! raz po raz przedsiębiorą zuchwały, niepojęcie mężny wypad, w kilku, kilkunastu, — na te właśnie kulomioty i biorą je. Tak zgarniają dziewięć karabinów maszynowych z zapasem amunicji — i w tej chwili obracają je przeciwko byłym ich właścicielom ! Nietylko nie ustępują, ale dzięki owym zdobytym maszynkom, prą naprzód, zmuszając przeciwnika do systematycznego cofania się, ciągle przed sobą sypiąc nowe, w nowym, coraz większym promieniu—barykady. Osłupienie napastnika: wzrasta, gdy naraz z za Wisły zaczyna grać polska bateria armat i wali we wszystkie większe skupienia wojsk bolszewickich Wali z zadziwiającą celnością. Bitwa rozpoczęła się rano, nadchodzi zmierzch — a o oczekiwanym powodzeniu sztab jenerała Gaja ani może zamaryżyć.

Rzeczą widoczną staje się, że bitwa przeciągnie się. Więc nie dopuścić, by tej garstce obrońców przybyła z za Wisły jakakolwiek pomoc. W tym celu bolszewicy zasypują most dostówną ulową kul z karabinów maszynowych. Nastaje noc, i przerwa w działaniach. Ranek przynosi sztabowi bolszewickiemu nowe zdumienie : oto przez ów most, po którym, zdawało by się, widmo, duch się nawet nie prześlizgnie, po tym moście jednak przeszedł cały bataljon nowego polskiego wojska—dzielnych zuchów podhalańskich i rzucił się do ataku na przedmieściach.

A w mieście tymczasem, na barykadach i po za barykadami dzieją się rzeczy, dla niewolników armji czerwonej wprost niepojęte : oto obok żołnierzy—ludność cywilna jęła za broń, mężczyźni, kobiety, dzieci. Miasto się broni ! Jak w powieściach, jak w poematach, jak w średniowiecznych walkach, jak w hiszpańskiej Saragossie za Napoleona, ale i jak we Lwowie w roku 1918 !

Szeregi bolszewickie chwieją się. Stracili rozmach—i coraz widoczniej przechodzą już tylko do obrony, opuszczając miasto, przedmieścia, cofając się na trakt Sierpecki, są już pobite.

Równocześnie nadchodzi zapewne do gen. Gaja wieść o klęsce bolszewickiej pod Nasielskiem. Nie ma już racji pchać się na lewy brzeg. Jak pod Maciejowicami, jak pod Warszawą, tak i tu pod Płockiem czas już myśleć o ucieczce i to gwałtownej.

Tak oto ostatni z trzech zamiarów sztabu sowieckiego spełził na niczym.

Mimo wyjątkowych warunków powodzenia, mimo przygniatającej przewagi sił — klęska ! Sprawilo ją bohaterstwo garstki polskich ryce-

rzy, waleczność mieszkańców, ich duch, oraz świetność polskiego dowództwa.

\*\*\*

Równocześnie rozpoczęła się trzydniowa bitwa pod Nasielskiem, którą bolszewickim siłom wydał jenerał Sikorski. Bitwa ta miała olbrzymie zadanie. Nasielsk stanowił jakby podstawę północnego frontu bolszewickiego. Dopóki Nasielsk był w mocnym władaniu czerwonej armji, dopóty ona mogła bezkarnie rozlewać się na Zachód, hen aż pod Toruń. Nasz sztabjeneralny postanowił tedy uderzyć w to właśnie serce sowieckiej siły. Bitwa była zażarta i wiele ofiar nas kosztowała, bolszewicy wiedzieli bowiem, co im grozi, gdy tu poniosą klęskę. Nie zdołali się jednak obronić. Wojska nasze przerwały ich front, wbiły się klinem między prawe a lewe ich skrzydło i nie dając się im opamiętać, zaczęły ich zagarniać krążeniami. Hordy sowieckie rzuciły się w ucieczkę, lewe skrzydło pędziło na Grodno, prawe zaś znalazło się w pozycji beznadziejnej : po wzięciu przez nas Nasielska i po błyskawicznym marszu z Nasielska wprost na północ—wszystkie drogi odwrotu dla wroga, działającego pod Włocławkiem, Płockiem, Sierpcem i Mławą — wszystkie te drogi były dla niego odcięte ! Nie pozostawało mu nic innego, jak tylko poddać się do niewoli, albo szukać schronienia w Prusach Wschodnich. Stało się jedno i drugie. Część najezdźników wpadła w nasze ręce, część zaś umknęła do Prus.

Cała Polska Kongresowa była już z nieprzyjaciela oczyszczona. Natomiast zalew bolszewicki obejmował jeszcze wschodnią Małopolskę. Boje toczyły się na wschód od Lwowa i w nieznacznej od Lwowa odległości. Korzystając z tego, sztab bolszewicki postanawia wyrzucić ostatnią kartę : zorganizować konny napad na Lubelszczyznę. W tym celu, niezależnie od istniejącej armji Budiennego, stworzyli na gwałt nowy korpus jazdy pod dowództwem Golikowa—i ten korpus przedarł się przez Bug między Włodawą a Hrubieszowem. Wysłaliśmy przeciwko niemu drugą dywizję legionów pod dowództwem pułk. Żymierskiego. Walka była krótka : Golikow rozbity cofnął się za Bug i słuch o nim od tej pory zaginął. Ale równocześnie niemal ciągnął od Lwowa ataman Budienny. Szedł na Chełm i Lublin. Położenie mogło być groźne, bo całość naszej armji była już na wchodzie, za Brześciem Litewskim—i mogła naraz na tyłach swoich ujrzeć nieprzeliczone masy konnicy bolszewickiej. Pułkownik Żymierski postanowił ratować sytuację : stanął na południe od Chełma i zepchnął Budiennego z drogi Lubelskiej. Następują potem znane wypadki : Budienny cofa się na południe, pod Zamość i oblega go ; bohaterska obrona miasta przez 31 pp. strzelców kaniowskich, a potem odsiecz, z jaką nadażył dowódca XIII dywizji jenerał Stanisław Haller, mający wraz ze sobą znakomitą dywizję jazdy pułkownika Rummla. Wielka bitwa i zwycięstwo nasze pod Cześnikami, a potem osadzenie Budiennego z trzech stron—wreszcie przesądzenie się z olbrzymimi stratami resztek Budiennego i koniec jego wojennego istnienia.

Z otchłani klęski wydobyliśmy się na wierzech, aż ku szczytom tryumfu. Sprawily ten cud : armja, rząd i naród. Oby najdalsze pokolenia mogły się uczyć na tym przykładzie, co można zdziałać, gdy w jedności i poświęceniu spręgnie się cały naród i poprzysięgnie sobie : « muszę zwyciężyć » !

## Sokół Polski na jeździe gimnastycznym francuskim w Strasburgu.

W Strasburgu odbywał się w dn. 5, 6, 7 i 8 b. m. konkurs gimnastyczny Stowarzyszeń katolickich z całej Francji, zgrupowanych w Fédération des Patronages, z wielką okazałością. 270 stowarzyszeń ze swymi sztandarami i fanarami przybyło do Strasburga.

Z cudzoziemskich stowarzyszeń otrzymały zaproszenie : czeski i jugosławski « Orzeł » oraz Polacy Włosi i Belgowie, Holendrzy i Szwajcarzy. Sokół górników polskich w Merlebach, założony przed trzema miesiącami, uczestniczył także w tym zlocie i reprezentował polskich gimnastyków.

Grupa Sokola polskiego, ubrana w rogatywki,

z pięknym sztandarem górników, miała duże powodzenie w Strasburgu. W pochodzie przez miasto publiczność witała z zapalem sztandar polski. Również na boisku, podczas défilé, delegacja polska spotkała się z bardzo gorącą sympatją. Sokoli ćwiczyli dość sprawnie laskami, a potem toporkami. Te ostatnie ćwiczenia interesowały bardzo publiczność, bo były jedynymi w tym rodzaju.

W niedzielę wieczorem odbył się bankiet na cześć zlotu, wydany przez prezesa Fédération des Patronages i zarazem jej założyciela. Zabierał głos konsul polski, aby od Związku Sokolstwa polskiego wypowiedzieć gimnastykom francuskim pozdrowienie i podziękowanie za zaproszenie górników. Zaznaczył, że górnicy ci zaledwie przed kilkoma miesiącami wydostali się z pod opresji niemieckiej i teraz z wielkim wzruszeniem nieśli sztandar Polski Niepodległej przez ulice Stasburga, wyzwolonym także z pod jarzma niemieckiego. Sokoli polscy, to część tej straży znad Wisły, podobnie jak tu tejsi gimnastycy są strażą nad Renem. Cała sala, na której było 10 generałów i 6 biskupów, podniosła się i wzniosła okrzyk na cześć Polski.

Skromni górnicy polscy na obczyźnie swą moźną pracą i dobrą wolą przyczyniają się do propagandy na rzecz Polski w równej mierze, jak inni przez odczyty i prasę.

W końcu zaznaczyć należy, że koszta udziału Sokola w zlocie zostaną pokryte przez poszczególnych obywateli polskich.

A. R.

## USTAWA O WOLNYM HANDLU

Tekst ustawy sejmowej o zniesieniu ograniczeń w zakresie obrotu ziemiopłodami, oraz o postawieniu ministerstwa aprowizacji w stan likwidacji, brzmi następująco :

§ 1. Z dniem 15 lipca 1921 wprowadza się na całym obszarze Rzeczypospolitej Polskiej w zakresie obrotu ziemiopłodami i przetworami, z wyłączeniem cukru i spirytusu, zupełną wolność handlu i przewozu wewnątrz kraju.

§ 2. Z chwilą wprowadzenia wolnego handlu co do ziemiopłodów i ich przetworów przechodzi ministerstwo aprowizacji w stan likwidacji.

Upoważnia się ministra aprowizacji w porozumieniu z odpowiednimi ministrami do wydawania wszelkich rozporządzeń celem likwidacji, względnie reorganizacji poszczególnych agend i urzędów podległych ministrowi aprowizacji, oraz regulacji i likwidacji zobowiązań rządu w zakresie świadczeń żywnościowych.

§ 3. W celu pokrycia niedoboru najkonieczniejszych środków żywnościowych znosi się, nie naruszając przepisów skarbowych i cłowych, wszelkie ograniczenia w zakresie importu artykułów żywnościowych pierwszej potrzeby.

§ 4. Wywóz artykułów żywnościowych oraz ich przetworów poza granice państwa jest wzbroniony.

W wyjątkowych (!) wypadkach, szczególnie w zakresie gospodarki kompensacyjnej i w odniesieniu do produktów, posiadanych w kraju w nadmiarze (?) zezwolenia mogą być udzielane za zgodą interesowanych ministerstw.

Minister przemysłu i handlu ogłaszać będzie w porozumieniu z zainteresowanymi ministrami listę artykułów, dopuszczonych do wywozu za granicę bez specjalnego pozwolenia, przewidzianego w zdaniu pierwszym niniejszego artykułu.

§ 5. Obrót wszelkimi środkami żywnościowymi w powiatach pogranicznych, oraz przywóz środków żywnościowych do pogranicznych powiatów odbywa się na podstawie przepisów, wydanych przez zainteresowane ministerstwa.

§ 6. Z dniem wejścia w życie niniejszej ustawy traci moc obowiązująca : ustawa z dnia 9 lipca 1920 r. o aprowizacji na rok gospodarczy 1920-21, oraz wszystkie rozporządzenia, wydane na jej podstawie.

§ 7. Wykonanie niniejszej ustawy powierza się ministrowi aprowizacji, jako likwidatorowi, w porozumieniu z właściwymi ministrami, a w zastosowaniu do ziem b. dzielnicy pruskiej ministrowi b. dzielnicy pruskiej w porozumieniu z ministrem aprowizacji.

§ 8. Ustawa niniejsza wchodzi w życie z dniem 15 lipca 1921 r.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

## CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

### Odnaczenie Bajonczyków.

W Warszawie odbyła się na dziedzińcu pałacu Krasińskich, piękna uroczystość wojskowa wręczenia zaszczytnych odznaczeń zarówno żyjącym bohaterom wielkiej wojny, jak rodzinom poległych na ziemi francuskiej ochotników polskich z. t. zw. legji bajonckiej. Ceremonii dokonał generał Niessel, szef francuskiej misji wojskowej, w otoczeniu barwnej świty wojskowych francuskich i polskich, oraz liczne grono publiczności. Z początku odbyło się wręczenie Legji honorowej trzem oficerom francuskim: majorowi Pfisterowi oraz porucznikom Neygolle i Lesage.

Nastąpiła potem najbardziej wzruszająca chwila, która wycisnęła łzę z niejednych oczu. Donośnym głosem odczytał generał Niessel «ordre du jour» armii francuskiej, w której wspomniane są chlubnie nazwiska poległych śmiercią szeregowców Wyrzebskiego, Wiwigera, Weinberga. Z rąk generała Niessela otrzymali zaszczytne odznaki dla poległych najbliżsi ich krewni: czerwone wstęgi Legji honorowej zawisły na piersiach pani Malczowej i p. Rotwanda (ojca), złote wstęgi Medalu wojskowego zostały wręczone pani Wyrzebskiej (matce poległego szeregowca), pani Wiwiger (siostrze) i panu Weinbergowi (bratu).

W następnym szeregu stali «bajonczycy»: porucznik armii polskiej Filipowicz, oraz cywili: pp. Żyznowski, Żbikowski, Lumbe i Bleszczyński. Tym wręczył jen. Niessel francuski krzyż wojskowy. Nadto order zasługi cywilnej (palmy akademickie) otrzymała panna Zukowska, porucznikowi zaś Simonowi wręczył wyższy oficer włoski krzyż zasługi wojskowej.

Po skończonej ceremonii orkiestra odegrała «Marsyljanke» i «Jeszcze Polska nie zginęła», poczem kompanja honorowa przedelfowała przed grupą bajonczyków i ich rodzin.

### Walka z drożyzną w Polsce.

Rada ministrów zażądała od ministrów apro wizacji, spraw wewnętrznych i sprawiedliwości opracowania projektu dla walki z drożyzną i spekulacją. Ministrowie wspomniani przedstawili już odpowiednie raporty.

MARYA KONOPNICKA

## MIŁOSIĘRDZIE GMINY

KARTKA Z HOTTINGEN (w Szwajcarii).

(ciąg dalszy)

To kandydat?... Na miłosierdzie Boskie, cóż to za kandydat? Któż to weźmie do siebie takiego trupa? Co za pomoc z tego komu? Co za wyręka? No, no? Ciekawa rzecz, co też gmina dać myśli za wzięcie tego próchna! A toć to skóra i kości! Nic więcej!

Niezadowolone się wzmaga. Są tacy, którzy odrzucają się od szapki i od balasków odchodzą.

Ale pan radca na szmery te nie zważa i, za ledwie Kuntz Wunderli ukazał się we drzewiach, tak mowę swą kończy:

— Tak jest, moi panowie! Piękne nasze ustawy wygnały z ziemi naszej zebranie, a wprowadziły do niej miłosierdzie. Niema już opuszczonych! Niema już nędzarzy! Gmina jest ich matka, gmina jest ich żywicielką. Oto jest starzec niezdolny do pracy. Kto z panów chce go wziąć do siebie? Niejedną posługę mieć można jeszcze z niego. Gmina nie wymaga, by jej członkowie czynili to darmo. Gmina gotowa jest, podług ustaw swoich przyczynić się do utrzymania starca. Kandydacie, przybliź się! Panowie, przypatrzenie się kandydatowi!

Sklonił głowę, dobywszy fular, otarł nim czoło. Łatwo się pocił, a w sali stawało się gorąco.

Tymczasem Kuntz Wunderli, popchnięty nieco z tyłu przez woźnego, wydobywa się szczęśliwie ze drzwi i przy progu staje. Pełne światło z otwartego na obszerną ławkę okna pada teraz na jego zgarbioną i znędziałą postać. Stoi tak przez chwilę, mnąc w rękę stary piśniowy kapełusz, za chude kolana drżą mu coraz silniej. Jest wzruszony. Nagle prostuje się, podnosi głowę i z uśmiechem na obecnym patrzy. Uśmiech ma zachęcający, wesół prawie. Kuntz Wunderli nie wie, kto będzie panem jego. Uśmiecha się tedy do wszystkich i rażno mruga oczyma. Oczy

## Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph del'Est—12, r. du Helder, Paris.)

### ● Konwencja litewsko-łotewska.

W kołach dyplomatycznych łotewskich przywiązują wielką wagę do podróży estońskiego premiera Meyerowicza do Kowna. Konwencję polityczną i wojskową litewsko-łotewską uważają za fakt dokonany.

### ● Sejmiki ziemskie na Litwie wileńskiej.

W Wilnie otwarto 16 b. m. kongres sejmików ziemskich Litwy Środkowej. Gen. Żeligowski zajął pierwsze posiedzenie, wzywając kongres do zbadania i wypowiedzenia się nad decyzją Ligi Narodów z d. 28 czerwca. Ta decyzja domaga się usunięcia z administracji i armii wszystkich osób cudzoziemskich. Generał stwierdził dobrą wolę administracji i rządu prowizorycznego w sprawie pogodzenia się z Litwą Kowieńską, na którą wyłącznie spada odpowiedzialność za nieudanie się porozumienia, gdyż rząd kowieński na dwukrotne wezwania nie dał żadnej odpowiedzi. Kongres odrzucił jednogłośnie wszelkie żądania Ligi Narodów.

### ● Stosunki polsko-rosyjskie.

Rząd sowiecki nie pozwolił polskiej komisji rapatriacyjnej zwiedzić więzień rosyjskich, tłumacząc ten zakaz faktem, że i rząd polski nie pozwala przedstawicielom sowieckim w Warszawie odwiedzać komunistów rosyjskich w więzieniach polskich, do czego rząd polski ma zupełne prawo.

Prezydent amerykańskiego Czerwonego Krzyża w Polsce, Gloore, zwrócił się do polskiej delegacji Czerwonego Krzyża w łonie komisji rapatriacyjnej z propozycją, aby okręty, przewożące więźniów rosyjskich z Niemiec i wracające puste z Rosji, mogły służyć do transportu Polaków, rapatriowanych z Rosji.

### ● Apropowizacja terytorjum wileńskiego.

Dzięki nadejściu z Polski żywności apro wizacja Litwy wileńskiej znacznie się poprawiła. Zapasy żywności stale wzrastają.

### ● Konwencja łotewsko-litewska i łotewsko-ukraińska.

Prezydent gabinetu łotewskiego, Meyerowicz, wyjechał do Królewca na otwarcie wystawy. W powrocie ma się udać do Kowna na konferencję z kowieńskim min. spraw zagr. Puryckisem. Rozchodzi się o podpisanie konwencji politycznej, zawartej między Litwą Kowieńską a Łotwą.

Świeżo podpisana konwencja ukraińsko-łotewska zawiera 14 punktów. Oba państwa uznają wzajemnie swe granice, określone w układach z sąsiadami.

### ● Stosunki polsko-finlandzko-łotewskie.

W ubiegłym tygodniu grupa oficerów estońskich i finlandzkich udała się do Warszawy dla nawiązania ściślejszych stosunków z polskimi kołami wojskowymi.

### ● Niemcy bojkotują Polskę.

Wbrew urzędowym zaprzeczeniom niemieckim, Niemcy stale wzbraniają wszelkich wywozów do Polski.

### ● Stosunki handlowe polsko-rumuńskie.

Grupa kupców rumuńskich przybyła do Łodzi dla dokonania znacznych zakupów wyrobów tkackich. Komisja polskiego min. kolei pod przewodnictwem m. Wróblewskiego wyjechała do Romunji dla zawarcia kolejowej konwencji polsko-rumuńskiej.

### ● Walka z cholera.

Amerykański Czerwony Krzyż zainicjował w Rydze konferencję z udziałem przedstawicieli łotewskich i estońskich, celem obmyślenia środków ochronnych przeciw cholercie w państwach bałtyckich.

### ● Pomoc dla wygłodniałej Rosji.

W Rydze odbywają się układy między przedstawicielami Stanów Zjednoczonych a delegacją sowiecką pod przewodnictwem Litwinowa, w sprawie pomocy dla Rosji. Amerykanie przyjdą z pomocą przedewszystkiem dzieciom. Pierwsze transporty żywności nadejdą po podpisaniu odpowiedniej konwencji.

### ● Opuszczone dzieci.

Z Moskwy donoszą, że głód przybiera rozmiary niesłychane. Uchodźcy pozostawiają po drogach mnóstwo dzieci.

te są zimne, osłupiałe i stroskane. Stary Kuntz usiłuje im wszakże nadać filuterny, niemal lekomyślny wyraz. Gdy mu się jedno zmęczy i staje w ciemnym swoim dole nieruchome, martwe, mruka drugim, jakgdyby chciał mówić: Jeszczem ja mocny! O, i jak mocny! Chleba darmo nie zjem, pracować będę, każdej robocie poradzę. I wody przyniosę, i drew utpię, i kartofli naskrobię, i izbę zamiotę... Dużą siłę mam jeszcze... dużą siłę...

A gdy tak patrzy z wysiłkiem, stara jego głowa coraz silniej trząsą się zaczyna, oczy nieruchomieją i zachodzą wielkimi łzami, a ręce szukają podpory. Jedne tylko wązkie i zapadłe usta uśmiechają się, ciągle się uśmiechają, wtedy nawet, kiedy dwie izby ciężkie i zimne toczą się zwolna po zmiętej i zbrózdzonej twarzy.

Ten, to ów zaczyna mu się przyglądać. Istotnie, stary wygląda wcale jeszcze dobrze. Dziś rano ogolił się właśnie; woźny pożyczyl mu brzytwy. Leży to w interesie gminy, żeby taki kandydat jak najlepiej i jak najraźniej się przedstawiał. Inaczej mógłby nie znaleźć wcale amatora. Nie tylko woźny pożyczyl mu brzytwy, ale starego kubraka i niebieskiej chustki na szyję, które po licytacji znów sobie odbierze. Stary Kuntz umie to cenić. Wie on, jakie pobudki miała gmina w tak łaskawie udzielonej mu pomocy, i radby przedewszystkiem uwydatnić te piękne szczegóły swojego ubrania. Ale rękawy kubraka są na niego przydługie; sam kubrak, zbyt obszerny, wisi na nim raczej, niżli go odziewa, a bujny niebieski bawelniany fontaż dziwnie się sprzecza z jego wyschlą, pomarszczoną w tyśiące szwów szyją, którą Kuntz to wyciąga, to chowa, nie wiedząc, jak lepiej przedstawi się ohustka. Właściwie mówiąc, jest w trudnym położeniu.

Trzeba mu i litość wzbudzić, i nie okazać się zbyt niedołężnym. Wie on, że stoi tu w charakterze starca, nie mogącego pracować, ale wie także, iż każdy z tych, co tu przyszedł, na ręce jego patrzy, czy się roboty chwycą. Gmina ma nad nim miłosierdzie, prawda; ale zbyt wiele dopłacać za niego nie zechce. On to wie, wie dobrze: zbyt wiele wymagać nie może... Zmie-

szany, wruszony, patrzy ludziom po oczach, miarkując, co który myśli; na woźnego też rzuca w bok krótkie spojrzenia, jakby dla upewnienia go, że ani brzytwą, ani kubrak, ani chustka nie pójdą na marne.

Ludzie patrzają na starego i gawędzą głośno. Nie leży to w interesie żadnego z nich, żeby okazywać zbyt uczynny pospiech. Staliby tak do południa, może porozpierani na balaskach i biorący tabakę, ale pan radca nie lubi przewlekłych posiedzeń.

— No, moi panowie — odzywa się on głośno. — Czy przypatrzyliście się kandydatowi?

— A cóż mu się tam przypatrywać — odpowiada po małym milczeniu Kissling. — Toć my go codzień widzimy. Stary ledwo dycha, nie uciągnie, nie dźwignie... Jak myślicie, szwagrze — zwrócił się do Faustyna Tröndi — będzie miał z osiemdziesiąt, albo i więcej?

Stary chrząknął. Ośmdziesiąt dwa skończył ośmdziesiąt dwa... Ale uśmiecha się tylko i milczy...

— Ile macie lat, stary? — pyta go Todi-Mayer. Kuntz szybko mruga ku woźnemu okiem a potem mówi:

— Siedmdziesiąt i cztery, kochanku! Siedmdziesiąt i cztery!

— A pokaż-no, stary, zęby? — odzywa się oberżysta z Mainau.

Kuntz znów rzuca szybkie spojrzenie na woźnego i, rozszerzywszy zeschłe wargi, ukazuje wcale jeszcze zdrowe zęby.

Publika zaczyna się śmiać.

— Ho, ho! — mówi jeden — a toby i kość ugryził.

— Chleba się nie złęknie! — dojaje drugi.

Leu Peter, stolarz, przychyła się ku niemu.

— A machnij-no, stary, pięścią! Dalej!

Wunderli postępuje krok naprzód, podnosi nieco głowę, prostuje grzbiet i macha kilka razy ręką, której ściśnięta pięść ginie w długim rękawie pożyczonego kubraka. Ręka opada mu za każdym razem, jak złamana gałąź. W stawach słychać trzask przykry.

## NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych — skutecznie po najlepszym kursie jedynie

# BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

## FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 200 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały i Agentury: Białą podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Pińsk, Siedlce, Sokołów, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpji (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chelm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

## JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doreczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>).

### ● Cholera zbliża się do Polski.

Donoszą z Baranowicz, że w okolicach Smoleńska i Orszy nad Dnieprem stwierdzono wielką ilość wypadków cholery. Epidemia wzmaga się z każdym dniem.

Wobec świeżych alarmów rada ministrów w Warszawie na specjalnym posiedzeniu zastanawiała się nad środkami ochronnymi nad wschodnią granicą państwa, tak co do zatrzymania epidemii u granic, jak i co do ewentualnej dezorganizacji wskutek głodu w Rosji.

Dla przeszkodzenia bezprawnemu przechodzeniu granicy oraz najazdowi wygłodniałych Rosjan postanowiono wysłać bezwzględnie na granicę trzy tysiące policji pieszej i 450 policjantów konnych.

Pomimo rozpaczliwego położenia w Rosji sowieckiej członkowie delegacji sowieckiej w Warszawie czynią wielkie zakupy — jak donoszą dzienniki — ubrania, bielizny, a zwłaszcza artykułów zbytkownych.

### ● Pomoc Polski dla Rosji.

W konferencji przedstawiciele wszystkich ministerstw rozpatrywano szczegółowo kwestję pomocy polskiej dla Rosji. Najbliższa konferencja ma się odbyć w tygodniu bieżącym, tym razem z udziałem różnych towarzystw i stowarzyszeń dla stanowczego oznaczenia całej akcji.

### ● Właściciele ziemscy Polacy wypędzeni z Łotwy.

Władze łotewskie wypędziły niedawno wielu właścicieli ziemskich, obywateli polskich, między innymi barona Aleksandra Mohla, którego dobra w ostatnich czasach uległy ogólnemu spustoszeniu. Jest to tem więcej oburzające, że baron Mohl, jako oficer polski, brał udział we wszystkich walkach przeciw bolszewikom i sprawie niepodległości łotewskiej oddał wielkie usługi. Wywłaszczenia polskich ziemian są tem więcej bezprawne, że sejm łotewski uchwalił prawo, według którego upływa pięć miesięcy między powyższą uchwałą, a wprowadzeniem w życie prawa o wywłaszczeniu.

### ● Konwencja polsko-czeska.

Prace komisji dla wypracowania konwencji polsko-czeskiej rozpoczną się w połowie września. Pracę będą prowadzić równocześnie dwie komisje, jedna w Warszawie, a druga w Pradze.

### ● Nowy poseł niemiecki w Polsce.

Przybył do Warszawy nowy poseł niemiecki, von Schoen.

### ● Nota Czyczerina do Rumunji.

Donoszą z Moskwy, że Czyczerin wystosował nową notę do rządu rumuńskiego. Komisarz dla spraw zagranicznych oskarża Rumunję o dawanie pomocy ukraińskim bandom Petlury. Nota dodaje pogroźki, że wojska sowieckie ścigając te bandy, będą zmuszone przekroczyć granicę rumuńską.

## Na Górnym Śląsku

### ● Rozboje niemieckie nie ustają.

Stwierdzono w ostatnich dniach olbrzymi napływ żołnierzy Orgeschu na Górny Śląsk. Niemcy formują oddziały w celu wymordowania ludności polskiej.

### ● Nowy pożar.

Olbrzymi pożar w okręgu lublinieckim zniszczył 1.000 hektarów lasu.

### ● Przemysłnicy pieniędzy aresztowani.

Aresztowano w Katowicach trzech izraelitów, przemycających srebro i złoto z Polski do Niemiec.

### ● Wezwanie Rady Ludowej Górnego Śląska.

Rada Naczelna Ludowa Górnego Śląska ogłosiła wezwanie, wzywające do utrzymania pokoju, mimo decyzji Rady Najwyższej, odkładającej jeszcze sprawę górnośląską. Wezwanie stwierdza konieczność ścisłego współpracy z wszystkimi partjami politycznymi, w celu utrzymania spokoju i uniknięcia przelewu krwi. Stronnictwa niemieckie przyrzekły ogłosić analogiczną odezwe.

### ● Tajne dokumenty o ruchu niemieckim na G. Śląsku.

Krakowski Naprzód ogłasza tajne dokumenty, stwierdzające, że Niemcy przygotowali od dawna zbrojny ruch zupełnie niezależnie od powstania polskiego.

### ● Policja niemiecka napada na siedzibę polskiej Rady.

W dniu 19 b. m. w Bytomiu policja niemiecka plebiscytowa napadła na hotel Łomnice, gdzie się znajduje siedziba polskiej Rady Ludowej. Straży polskiej udało się na czas zamknąć żelazne bramy hotelu i w ten sposób powstrzymać Niemców.

Z Oleśna donoszą, że tamtejsze ludność ciągle jest przedmiotem napadów ze strony żołnierzy Orgeschu.

### ● Oszczercza kampanja Niemców.

Niemiecka prasa prowadzi w dalszym ciągu oszczerczą zażartą kampanję przeciw ludności polskiej. Między innymi donoszą Niemcy, jakoby w okręgach rybnickim i pszczyńskim ludność polska urządziła manifestację za przyłączeniem do Polski.

Dziennik Wanderer podaje sfalszowaną depeszę z Paryża, jakoby jeden z tygodników paryskich miał donieść, iż Korfanty zamierzał wykonać w Warszawie zamach stanu, dla objęcia władzy naczelnika państwa. Bezdenna głupota tych wszystkich pogłosek sama mówi za siebie.

### ● Poseł polski w Paryżu przed radą ministrów w Warszawie.

W dniu 18 poseł polski w Paryżu, hr. Zamoy-

ski przybył do Warszawy i bezpośrednio złożył radzie ministrów szczegółowy raport o stanie ostatnim kwestji górnośląskiej,

## Katastrofa w Vierzy

W dniu 17 b. m. w cukrowni w Vierzy (dep. Aisne) załamało się rusztowanie przy windowaniu kotła, ważącego 20.000 kl. Ofiarami padło trzech Polaków rannych i jeden Czech ciężko ranny. Nazwiska rannych Polaków są: Jan Kowalczyk, Szczepan Wiktorowicz i Michał Polak. Ciężko ranny Czech nazywa się Antoni Micholo.

## W sprawie powrotu do Polski

Z powodu wzmianki o powrocie do Polski, zamieszczonej w nr. 34 *Polonii*, otrzymujemy z francuskiego ministerjum Departamentów Oswobodzonych list pod datą 20 b. m. w którym ministerjum to donosi, że pociągi specjalne z Toul, o których była mowa w naszej wzmiance, są zniesione i że ostatni taki pociąg odszedł do Polski w dniu 3 sierpnia.

Pozostają więc zwykle pociągi osobowe, bez tych ułatwień, jakie były przywiązane do pociągów specjalnych (żywność, bezpłatny bagaż i. t. d.)

## Z OSTATNIEJ CHWILI

Rada Ligi Narodów zbiera się dla rozpoczęcia obrad nad Górnym Śląskiem w Genewie dnia 29 sierpnia. Wygotowanie raportu przedwstępnego zostało powierzone przedstawicielowi hiszpańskiemu i ambasadorowi w Paryżu, Quinones de Leon.

Francja, Anglja i Włochy wysyłają po dwa bataljony na Górny Śląsk.

## RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż dnia 22 sierpnia 1921.

Funty angielskie.....	47 fr. 44
Dolary ameryk.....	12 fr. 95 1/2
Franki belg.....	98
Franki szwajc.....	2 fr. 19
Marki niem.....	14 5/8
Korony czeskie.....	15 3/8
Leje rumuńskie.....	15 3/8
Korony austr.....	1 1/2
Liry włoskie.....	54 1/2
Marki polskie:	
Banknoty.....	0 60 — 0 62
Czeki na Warszawę.....	0 57 — 0 59
Tysiąc marek polskich..	5 fr. 90